

**Jospin-Gayssot répriment les jeunes issus de l'immigration.
A bas la campagne sécuritaire du gouvernement !**

Pour l'indépendance du mouvement ouvrier face à l'Etat bourgeois !



AFP/Gérard Fouet



AFP/Mehdi Fedouach



Laurent Troude

Comme presque partout en Europe, PS-PC veulent faire avaler l'austérité à la classe ouvrière, s'attaquent aux immigrés et à leurs enfants. Nous construisons le parti qui prépare la classe ouvrière à sa tâche historique : détruire l'Etat bourgeois et construire un Etat ouvrier.

Partout en Europe les sociaux-démocrates sont arrivés au pouvoir pour détourner la résistance de la classe ouvrière contre les attaques violentes portées à ses acquis. Les rivalités entre les différentes bourgeoisies impérialistes sont devenues féroces avec la destruction de l'URSS, l'ennemi commun qui les rassemblait. PS et PC se sont fait élire sur un programme de gestion du capitalisme. Gérer le capitalisme signifie, aujourd'hui, chasser les immigrés et mettre en place les plans d'austérité nécessaires à l'augmentation du taux d'exploitation et à une plus grande compétitivité du capitalisme français. Ils s'attaquent à l'« Etat providence », c'est-à-dire toutes les mesures que les bourgeoisies européennes avaient concédées aux classes ouvrières pour éviter les révolutions ouvrières qui menaçaient à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et obtenir leur neutralité dans la guerre froide contre l'Union soviétique. La protection sociale, les systèmes de santé, de retraite, etc., sont devenus des charges inutiles pour la bourgeoisie qui cherche à s'en débarrasser.

Ces attaques provoquent la résistance des ouvriers. Notamment dans le secteur public et para-public, les grèves ont été nombreuses depuis l'automne : cheminots, postiers, banques, tramways de Rennes et Nancy. Dans les colonies une grève des travailleurs de la banane a bloqué la Martinique pendant des mois.

Jospin-Gayssot s'attaquent particulièrement aux immigrés, une couche importante de la classe ouvrière industrielle. Après les avoir fait venir quand elle manquait de main-d'œuvre, la bourgeoisie les expulse aujourd'hui. Avec la crise économique,

elle n'en a plus besoin maintenant. La terreur raciste qui accompagne ces expulsions est un moyen de diviser la classe ouvrière et de la détourner de la lutte unie nécessaire contre les attaques de la bourgeoisie. Non aux expulsions ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

des « mesures d'éloignement » visant à enfermer les jeunes des banlieues dans des camps spéciaux. Cette campagne pour renforcer les pouvoirs répressifs de l'Etat et les hurlements sur la « sécurité » et la « jeunesse criminelle » sont maintenant au cœur de l'activité politique. Le PC orga-

de l'immigration qui seront leurs premières victimes, mais pour la classe ouvrière et l'ensemble des opprimés.

Le gouvernement est un gouvernement de front populaire, c'est-à-dire une alliance de collaboration de classes entre des partis de la classe ouvrière et des partis bourgeois. C'est un gouvernement *capitaliste*. Maintenant que le front populaire de Jospin-Gayssot est au pouvoir, le mécontentement de la classe ouvrière est dévié vers de l'agitation « contre le crime » et vers l'appareil répressif de l'Etat bourgeois comme si c'était un allié. Le rôle du front populaire est de détourner la classe ouvrière de la voie de la lutte de classe et de substituer la conscience bourgeoise à la conscience de classe socialiste. Il démoralise les ouvriers et les opprimés et leur offre les immigrés comme boucs émissaires pour le chômage et le désordre social.

Le PC et le PS sont de fidèles serviteurs de la bourgeoisie. Leur utilité est précisément leur capacité de faire avaler l'austérité à la classe ouvrière. On voit ainsi le gouvernement faire passer des plans et réformes qui avaient provoqué des grèves massives quand ils avaient été mis en place par les gouvernements de droite. C'est Jospin-Gayssot qui mettent en pratique le « plan Juppé » qui avait déclenché les grèves massives en décembre 1995. Les bureaucrates syndicaux, liés au gouvernement, n'organisent, au mieux, que quelques journées d'action sans suite.

C'est pourquoi nous nous sommes opposés depuis le début à ce gouvernement

Suite page 4

Du PCF à LO et LCR, tous acceptent le fric du gouvernement

Le 8 octobre à la télévision, Jospin donnait le coup d'envoi d'une campagne massive de terreur policière raciste. Face aux grèves de cheminots il désignait l'ennemi : les jeunes des banlieues issus de l'immigration et leurs parents. Il proposait d'intégrer les contrôleurs directement à l'Etat en les autorisant à contrôler les papiers des jeunes, qui seraient « sanctionnés ». Jospin affirmait clairement qu'il allait reprendre à la droite le qualificatif de « parti de l'ordre ». Dans la foulée le gouvernement lançait une gigantesque opération policière contre les mêmes jeunes pendant le mouvement lycéen sous le mot de code raciste « anti-casseurs » (voir l'article de la Jeunesse spartaciste page 6).

Parce que le gouvernement n'avait que des flics à offrir aux jeunes, le mouvement des lycéens a aggravé la situation explosive dans les ghettos, encore amplifiée par le meurtre raciste du jeune Habib à Toulouse le 13 décembre, suivi d'un état de siège renforcé de sa cité-ghetto (voir notre article page 2). Jospin a annoncé le 13 janvier

nise des manifestations pour la « sécurité », c'est-à-dire plus de flics, à Givors et Vénissieux.

La plupart des grèves ont débuté en revendiquant des embauches supplémentaires. Mais au bout de quelques jours ces revendications se sont parfois transformées pour s'inscrire dans le cadre de la campagne « sécuritaire » du gouvernement. A la SNCF, la ligne C du RER a été fortement paralysée pendant plus de deux semaines par la grève des conducteurs qui réclamaient le remplacement de leurs collègues partant en retraite. Les grèves suivantes, comme celle des contrôleurs, dénonçaient l'insécurité et réclamaient plus de contrôleurs ou plus de flics. On a pu observer un phénomène similaire chez les enseignants où les revendications pour plus de professeurs dans les lycées et collèges ont glissé vers une campagne pour plus de flics pour discipliner les jeunes « violents ». Ces revendications pour l'augmentation de la répression de l'Etat représentent un danger mortel non seulement pour les jeunes issus



Après le meurtre raciste de Habib par un flic :

Terreur policière dans les cités-ghettos de Toulouse

Au petit matin du 12 au 13 décembre à Toulouse, un policier a tiré sur un jeune homme, Habib, issu de l'immigration. La balle est entrée par son épaule droite et est ressortie par l'aîne gauche. Habib a marché une centaine de mètres et est tombé sous une voiture où il est mort d'avoir perdu son sang. Son ami, Amine, a couru et s'est caché dans des buissons craignant pour sa propre vie. La police soupçonnait les deux jeunes de voler une voiture et a agi comme juge et bourreau : c'est ça la « justice » pour les jeunes issus de l'immigration sous le capitalisme raciste français. Le 15 décembre, le meurtrier de sang froid a été mis en liberté sous contrôle judiciaire.

La cité de La Reynerie a explosé de colère le soir du 13 décembre après avoir appris la nouvelle du meurtre raciste de Habib. Le lendemain, la nuit, l'explosion s'est propagée aux cités voisines du Mirail. Cela a duré trois nuits. La police locale et des CRS ont mené plusieurs charges massives dans les cités, particulièrement à La Reynerie, utilisant des grenades lacrymogènes et soufflantes. Toutes les stations de métro dans le nord de Toulouse ont été fermées et les bus ne circulaient plus. Les flics ont utilisé le terme « ratisser ». Dans des cités-ghettos habitées en grande partie par une population issue de l'immigration algérienne, cela reflète la vendetta que la bourgeoisie française continue à mener après sa défaite dans la Guerre d'Algérie : c'est ce terme qui était utilisé pour les rafles systématiques de l'armée française contre la population d'Alger. Le siège des cités-ghettos par les flics a été préparé, comme l'a dit le procureur général Michel Bréard : « Nous avons préféré attendre la pouvoir criminaliser le tout pour espérer les envoyer aux assises de l'accusation de braquage avec violence et armes. »

Si les cités-ghettos du nord de Toulouse ont été isolées et mises en état de siège, c'est parce que la bourgeoisie a de plus en plus peur d'une explosion sociale qui pourrait s'étendre au puissant prolétariat multiethnique en France. Juste à côté des cités de Toulouse on trouve les usines de Siemens, Motorola et Thomson. Les grèves récentes dans les transports en commun et dans le secteur public montrent le mécontentement des ouvriers qui en ont marre de l'austérité mise en place par le



Les élèves du lycée professionnel où étudiait Habib lui rendent hommage. La révolution socialiste vengera les victimes de la terreur raciste !

gouvernement bourgeois Jospin-Gayssot qui, après la destruction de l'URSS, est en train de démanteler l'« Etat providence ».

Habib préparait son BEP de comptabilité. Lui comme plusieurs milliers d'autres jeunes issus de l'immigration et de la classe ouvrière rêvaient de s'échapper de la misère des cités-ghettos. Car tout ce que le capitalisme a à offrir pour les jeunes aujourd'hui, c'est la misère. Le chômage dans les cités comme celles du Mirail est de 40 %, la qualité de l'éducation est horrible et, dans le meilleur des cas, les jeunes peuvent trouver un travail en intérim ou avec un contrat à durée déterminée. Les résidents du Mirail ont dit que « le Mirail est plongé dans un apartheid social » : un nom maghrébin ou africain ou une adresse dans une cité-ghetto veut dire l'impossibilité de trouver un travail. Les usines n'envoient plus leurs offres d'emploi à l'ANPE du quartier.

Face à la colère contre la mairie de Toulouse (contrôlée par l'UDF), la seule solution que Claudie Fontès, la conseillère municipale du PCF, a proposée, a été plus de flics meurtriers dans les quartiers ouvriers de la ville : « La sécurité est l'affaire

de tous. J'ai rappelé, lors de ce conseil, le besoin d'un contrat local de sécurité » (l'Humanité, 16 décembre). Les groupes pseudo-trotskystes comme Voix des Travailleurs couvrent la campagne raciste de la bourgeoisie en faisant croire que Habib a été la victime d'une « bavure » et que « Habib est la victime de l'engrenage dans lequel est poussée une fraction de la jeunesse en galère, que la société rejette [...] » (Voix des Travailleurs, 17 décembre 1998). Habib a été assassiné par la terreur raciste que font régner les flics du front populaire ! Ce n'est pas une « bavure », c'est le rôle quotidien de l'Etat bourgeois. LO et VdT n'ont même pas caractérisé cet assassinat de raciste, car ils enjolivent l'Etat bourgeois de leurs maîtres Jospin et Gayssot et couvrent sa vraie nature capitaliste.

Dans la société capitaliste, l'Etat, c'est-à-dire la police, l'armée et les tribunaux, représentent la domination de la petite minorité exploiteuse de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Le front populaire bourgeois du PS et du PC au pouvoir gère cet Etat bourgeois. C'est la classe ouvrière qui fait marcher tous les moyens de production : les usines, les communi-

fications, les transports. Le chômage, la terreur raciste de la police et le fascisme sont inhérents au capitalisme : le meurtre de Habib est une norme sous le capitalisme, pas une exception. Pour mettre fin au chômage, pour en finir avec le racisme, il faut une révolution socialiste qui brisera l'Etat bourgeois et mettra en place un Etat ouvrier comme en Russie en 1917 après la Révolution russe.

Pour mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière, il faut lutter contre les dirigeants pro-capitalistes qui, du PC jusqu'à Lutte ouvrière, sèment l'illusion que l'Etat bourgeois meurtrier peut être utilisé dans l'intérêt des ouvriers et des opprimés. Il faut construire un parti multiethnique révolutionnaire pour diriger la classe ouvrière jusqu'au pouvoir en France et internationalement. Il est particulièrement crucial de faire le lien entre la puissante classe ouvrière d'origine immigrée en France et la classe ouvrière combattive en Algérie, au Maroc et dans les colonies françaises. Seule une révolution socialiste peut venger le meurtre raciste de Habib et de toutes les victimes de la terreur raciste en balayant l'Etat capitaliste et sa machine de mort. ■

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Xavier Brunoy
Réalisation : Carine Gance
Pages « Spartacus ! » : Angélique Scylla
Diffusion : Alexandre Duannec

Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris - 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc Mesnil
Commission paritaire : n° 59267. Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Laueur et des industries graphiques.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Résultats de la campagne d'abonnements

	Paris	Rouen	Autres	Total
Quotas	100 pts	25 pts	60 pts	185 pts
Résultats	101 pts	35 pts	72 pts	208 pts

Abonnez-vous !

Le Bolchévik (incluant Spartacist)

● 20 F. pour 4 numéros (1 an) ● Hors Europe : 30 F. (avion 40 F.)

Etranger : mandat poste international

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____ 148

Chèques à l'ordre du Bolchévik - BP 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

A bas la terreur intégriste!

Défendez Taslima Nasreen!

Des sections de la Ligue communiste internationale se sont jointes aux actions de protestation initiées par les Partis communistes-ouvriers d'Iran et Irak (PCOI) en défense de l'écrivain bangladaise Taslima Nasreen en octobre dernier. Menacée d'un mandat d'arrêt ainsi que d'une fatwa (décret religieux la condamnant à mort), Nasreen a fui son pays en 1994. Elle y est retournée en septembre dernier au chevet de sa mère mourante, et à nouveau l'objet de menaces d'emprisonnement et de mort, elle fut forcée de se cacher.

Le 30 octobre, nos camarades ont participé à des manifestations à New York, Los Angeles, Londres et Sydney. Le jour suivant, la Trotskyist League/Ligue trotskyste du Canada (TL/LT) a pris part à des manifestations à Toronto et Vancouver. Parmi la centaine de manifestants à Toronto, il y avait également des représentants du Canadian Union of Postal Workers [Syndicat des Postes canadien] ainsi que des militants de Socialist Action et de l'Ontario Coalition Against Poverty. Un militant de la TL est intervenu pour faire le lien entre les menaces contre Nasreen et la terreur religieuse anti-femmes aux Etats-Unis et au Canada. Les panneaux de la TL disaient notamment : « Défendez Taslima Nasreen ! Gouvernement du Bangladesh, bas les pattes ! » et « A bas l'intégrisme religieux anti-femmes - Avortement libre et gratuit sur simple demande ! » Le cortège de la TL, rejoint par des militants du PCOI et d'autres, marcha ensuite vers un rassemblement de protestation contre l'assassinat du docteur Barnett Slepian [médecin qui pratiquait des avortements] par des terroristes du « droit à la vie ».

Nous reproduisons ci-dessous un tract distribué par la TL/LT le 29 octobre et diffusé à l'échelle internationale par la LCI.

Taslima Nasreen est une combattante passionnée pour la libération des femmes qui lutte contre la réaction religieuse et le communalisme meurtrier. Aujourd'hui, cette femme écrivain bangladaise se cache, menacée de mort par les intégristes musulmans et menacée d'emprisonnement par le gouvernement de Dacca pour « blasphème » et pour « insulte à l'Islam ». Au Bangladesh, un des pays les plus pauvres au monde, c'est sur les femmes que l'oppression capitaliste porte le plus durement ; des millions d'entre elles sont prisonnières du *pardah* (isolement forcé) de la loi islamique, sont le plus souvent illettrées, et la propriété de leur père ou mari. Les œuvres de Nasreen ont particulièrement attiré les foudres des intégristes parce qu'elles remettent radicalement en cause la domination masculine et critiquent sévèrement l'islam.

Comme le dit Nasreen elle-même dans une déclaration du 25 octobre : « Depuis des siècles on apprend aux femmes du Bangladesh [...] qu'elles sont les esclaves des hommes. Je voulais [les] réveiller pour qu'elles puissent lutter pour leur liberté. » La défense de cette femme courageuse est vitale pour le combat de l'émancipation des femmes à travers toute l'Asie. La Ligue trotskyste et la Ligue communiste internationale saluent donc l'initiative des Partis communistes-ouvriers d'Iran et Irak (PCOI) qui ont organisé à l'échelle internationale, des actions de protestation en défense de Nasreen.



Taslima Nasreen avec sa mère, après les attaques par des intégristes musulmans en 1994. Sa défense est partie intégrante de la lutte pour l'émancipation des femmes dans toute l'Asie.

La position du PCOI contraste fortement avec la plus grande partie de l'intelligentsia et des soi-disant féministes du Bangladesh et d'ailleurs dans le monde islamique, qui n'ont pas protesté en faveur de Nasreen ou qui l'ont même dénoncée activement. Ces gens-là craignent Taslima Nasreen parce que, en confrontant directement les questions explosives de l'oppression

gouvernement du Bangladesh « garantit la sécurité de Taslima Nasreen et de sa mère pendant qu'elles sont dans le pays ». Ce que nous demandons, nous, c'est que ce régime ne touche pas à Taslima Nasreen. Nous notons que c'est précisément le gouvernement « laïque » du Bangladesh qui, en réponse à la pression des dirigeants religieux musulmans, a délivré un mandat

Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

sion de la femme et de l'intégrisme religieux, elle remet en cause les illusions chimériques sur les possibilités d'un développement capitaliste humaniste dans les néo-colonies de l'impérialisme, telles le Bangladesh.

Mais pire encore, certaines organisations soi-disant de gauche ont épousé la cause des forces de la réaction islamique qui réclament aujourd'hui la tête de Nasreen. Notamment, International Socialists (IS) [dont l'organisation en France s'appelait Socialisme International avant de se dissoudre dans le PS il y a deux ans] qui a pratiquement observé le silence sur la situation insupportable de Taslima Nasreen pendant plus de quatre ans. Et c'est loin d'être un oubli. IS a soutenu le « mouvement de masse » islamique qui a pris le pouvoir en Iran en 1978-79, un désastre sans précédent pour les femmes, les travailleurs et les nationalités opprimées telles que les Kurdes. Il y a quelques mois, IS a scandaleusement défendu des agents du régime iranien contre les protestations de militants participant à la fête de la Journée internationale des femmes à Toronto. La Ligue trotskyste s'est rangée du côté du PCOI, qui fut à l'initiative de l'action pour chasser les agents de ce régime de tortionnaires profondément misogynes.

Tout en nous joignant au PCOI dans le combat urgent pour sauver Taslima Nasreen de la réaction religieuse meurtrière, nous sommes en profond désaccord avec l'un des slogans soulevés dans leur appel de campagne. Le PCOI demande que le

d'arrêt contre Nasreen.

Les espoirs évidents du PCOI dans la neutralité potentielle de l'Etat capitaliste du Bangladesh est dans la logique de leur programme pour l'Iran, intitulé « Un monde meilleur ». Ce document revendique un nombre considérable de réformes, appelant à « imposer au capitalisme les réformes les plus radicales ». De tels appels entretiennent des illusions dangereuses dans un soi-disant caractère progressiste de

l'Etat capitaliste, alors qu'il est en fait l'arme principale pour faire respecter l'ordre bourgeois contre la classe ouvrière.

Au fond, cette perspective reflète l'incapacité du PCOI à dépasser le schéma de la « révolution par étapes ». Lors de la « première étape », on fait appel à la classe ouvrière du monde néo-colonial pour soutenir (ou s'orienter vers) les forces nationalistes bourgeoises afin d'entreprendre la tâche de créer une « démocratie » capitaliste indépendante. Cependant, les bourgeoisies locales faibles, liées par des milliers de liens à l'impérialisme et terrifiées par leurs « propres » masses opprimées, ne peuvent pas accomplir ce que des tâches démocratiques comme la révolution agraire, la démocratie politique et la séparation de la religion et de l'Etat. Comme on a pu le voir plusieurs fois, en Chine en 1925-27, en Indonésie en 1965, ou encore en Iran en 1978-79, la première « étape » (la révolution démocratique) ne constitue pas un premier pas vers le socialisme mais signifie le massacre des communistes et la défaite dévastatrice des opprimés.

Le PCOI a quelques fois appelé explicitement à l'intervention de l'ONU ou d'autres agences de l'impérialisme en faveur des opprimés. Par exemple, une déclaration du Parti communiste d'Irak pour une manifestation le 14 septembre à Londres en défense des prisonniers politiques irakiens appelait à « une équipe internationale d'inspecteurs qui serait chargée de visiter les prisons irakiennes » afin d'enquêter sur les conditions d'internement. Et dans un message sur Internet du 25 mai, le PCOI d'Irak exigeait un référendum sous contrôle de l'ONU sur l'indépendance des Kurdes, prétendant que les observateurs de l'ONU « procureraient une légitimité aux résultats du référendum ».

Dans le monde néo-colonial, les trotskystes se battent pour un programme de révolution permanente : le renversement de la domination impérialiste par des révolutions ouvrières, unissant tous les opprimés derrière un parti d'avant-garde léniniste, internationaliste et révolutionnaire. Un tel parti mobilisera en particulier la détermination révolutionnaire des ouvrières, comme les bolchéviks l'ont fait à travers tout l'Orient musulman à la suite de la Révolution russe de 1917. Au Bangladesh aujourd'hui, les femmes consti-

Suite page 9

Meetings-débats de la LTF

A bas les exclusions racistes des jeunes filles portant le hidjeb dans les lycées !

A bas la campagne raciste du gouvernement Jospin-Gayssot contre les jeunes des banlieues !

Luttons contre l'oppression des femmes par les forces religieuses et réactionnaires, intensifiée après la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS !

Libération des femmes par la révolution socialiste !
Pour la révolution permanente !

Paris
Vendredi 12 mars à 20h30
LSC
69 ter, rue de la Chapelle
75018 Paris
Métro: Porte de la Chapelle

Rouen
Mardi 9 mars à 20h30
Halle aux Toiles

Jospin-Gayssot...

Suite de la page 1

et avons appelé à ne pas voter pour lui. Nous avons constamment présenté une perspective de classe révolutionnaire et la nécessité brûlante de construire un parti révolutionnaire internationaliste. L'« extrême » gauche essaie au contraire, comme LO, la LCR ou VdT, de faire croire que les crises capitalistes peuvent être évitées en gérant mieux le capitalisme. En conseillant le gouvernement ou en appelant les ouvriers à faire pression sur lui, ces organisations, qui ont toutes voté pour le mettre en place, essaient de faire disparaître qu'au stade impérialiste, moins que jamais, le capitalisme n'est pas réformable. Le seul moyen de sauver la classe ouvrière et les opprimés de l'exploitation et de la misère est de mettre en place une économie planifiée au niveau international, en renversant les bourgeoisies qui détiennent les moyens de production par des révolutions ouvrières socialistes. Les réformistes et les centristes sont des obstacles sur la route de la révolution, obstacles qu'il faut balayer.

Le gouvernement Jospin-Gayssot est capitaliste

PS et PC au pouvoir ont pu mettre en place une vague sans précédent de privatisations, de fusions/concentrations dans des secteurs industriels importants (aérospatial, chimie, pétrole, défense, communications, etc.), conduisant à des milliers de licenciements.

Ils ont envoyé les CRS pour dégager le port de Fort-de-France en Martinique bloqué par les ouvriers agricoles travaillant dans le secteur de la banane soutenus par les dockers. Alors que les ouvriers agricoles étaient en grève depuis le mois de novembre pour demander une augmentation de salaires, le gouvernement a montré encore une fois qu'il défend jusqu'au bout la propriété privée et les intérêts de la bourgeoisie blanche (les *békés*) contre la classe ouvrière noire. Et il maintient l'exploitation des colonies. Tout révolutionnaire dans les métropoles impérialistes doit s'opposer à l'oppression coloniale et se battre pour le droit à l'indépendance pour les colonies !

Les jeunes issus de l'immigration sont la cible la plus visible du gouvernement. Mais en fait c'est pratiquement pour toute la jeunesse que toute perspective de trouver un travail stable et décentement payé a disparu. 80 pour cent des « créations d'emplois » sont des boulots en intérim ou des contrats à durée déterminée. Jospin se vante des emplois-jeunes qu'il a créés, c'est-à-dire des emplois temporaires sans garantie d'embauche, au salaire minimum, utilisés pour instituer un système à deux vitesses dans la fonction publique, ce qui constitue un levier pour attaquer les acquis des fonctionnaires. Les bureaucrates syndicaux, y compris ceux d'« extrême gauche », portent l'entière responsabilité pour le désespoir des jeunes que cela provoque. Ils ont tourné le dos aux jeunes ouvriers en refusant de combattre la paupérisation institutionnalisée de toute une génération de jeunes travailleurs.

Ainsi, ils rendent les ouvriers plus vieux vulnérables aussi : dans l'automobile les ouvriers, notamment d'origine immigrée, qui ont mené de dures grèves dans les années 80 et le début des années 90, sont maintenant menacés de licenciements déguisés massifs et de se faire remplacer par de jeunes blancs, moins payés et au statut précaire. Gouvernement et patrons mettent en place la flexibilité (avec les « 35 heures ») qui leur permettent de surexploiter les ouvriers. Les horaires s'allongent ou diminuent en fonction des besoins de la production, faisant passer à la trappe le paiement des heures supplémentaires et augmentant la rentabilité des machines au détriment de la santé des travailleurs.

Nous disons : Aucun licenciement ! Répartition du travail entre toutes les mains, avec réduction correspondante du

temps de travail sans perte de salaire ! De tels mots d'ordre ne visent qu'à préserver la classe ouvrière et répondent à des besoins urgents et immédiats. Mais dans ce système pourrissant, ces revendications se heurtent à l'esclavage capitaliste. Ces revendications transitoires visent à mobiliser les ouvriers pour la révolution prolétarienne.

A bas la terreur raciste !

C'est parce que les attaques contre l'« Etat providence », contre la classe ou-



Chirac reçoit Viannet (CGT), Blondel (FO) et Notat (CFDT) qui viennent de casser la grève de décembre 95. Il faut regrouper tous les ouvriers dans un syndicat industriel forgé dans une lutte pour chasser les bureaucrates.

vière, contre les immigrés et contre les minorités provoquent des réactions, que ce gouvernement capitaliste veut renforcer l'arsenal policier. La fonction de la police n'est pas de protéger les citoyens, mais la propriété privée (c'est-à-dire les profits). La bourgeoisie est une petite minorité qui détient les moyens de production. Si l'énorme majorité que représentent les exploités se soulève, la bourgeoisie doit maintenir sa domination en les réprimant par la violence des flics et de l'armée. L'Etat, ce sont des « bandes d'hommes armés » (selon l'expression de Engels). Ces bandes d'hommes armés ne changent ni de fonction ni de personnel, quels que soient les gouvernements bourgeois : le procès Papon a récemment encore démontré, malgré les intentions des juges, comment ce haut fonctionnaire a servi l'Etat français de Pétain à Mitterrand.

Souvent les directions des syndicats empêchent, en sabotant les grèves, les ouvriers d'« aller trop loin » et de menacer la propriété bourgeoise, donc l'Etat n'a pas toujours besoin d'envoyer les flics. Mais les ouvriers doivent savoir que s'ils se lancent dans une lutte d'envergure, ils seront confrontés à la même terreur policière que subissent quotidiennement les jeunes des cités-ghettos.

Marx, tirant le bilan de l'expérience de la Commune de Paris en 1871, le premier gouvernement ouvrier de l'histoire, expliquait au contraire : « La prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire. C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent. »

Nous construisons le parti qui prépare la classe ouvrière à sa tâche historique : détruire l'Etat bourgeois et construire un Etat ouvrier. Et une des tâches centrales de ce parti est de démasquer ces réformistes qui accrochent la classe ouvrière au char de la bourgeoisie pour la mener à la défaite.

LO et LCR embrassent la campagne sécuritaire

Face à cette campagne sécuritaire lancée par le gouvernement, Lutte ouvrière (LO) s'est mise ouvertement du côté des flics : « Car, les cheminots le savent bien, tant qu'il y a des policiers avec eux, les problèmes s'évanouissent mais réapparaissent – et parfois de façon aggravée – dès que la police cesse d'être présente » (LO n° 1581). C'est une approbation du renforcement de la présence policière à la SNCF et de l'envoi de milliers de flics contre les

lycéens issus de l'immigration : LO n'a pas eu un traître mot sur la répression policière dans ses nombreux articles sur le mouvement lycéen d'octobre dernier.

Au Conseil régional d'Ile de France, Arlette Laguiller a donné carte blanche à l'Etat bourgeois. Elle s'est *abstenue* dans le vote d'« un budget de 300 millions de francs dans le cadre d'un plan pour la sécurité destiné à construire des commissariats, à installer des caméras dans les bus, etc. » (LO n° 1587) ! Elle ne vote pas contre « un plan pour la sécurité » de l'Etat

correspond, c'est le réformisme, c'est-à-dire un programme de maintien du statu quo capitaliste. Les réformistes pavent la voie au fascisme car ils empêchent les ouvriers d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie grâce à une révolution ouvrière, qui est le seul moyen en dernière instance d'empêcher la guerre et le fascisme.

« Les 'Fronts populaires' d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne » (Trotsky, *Programme de transition*). Aujourd'hui ce sont Jospin et Gayssot qui mettent en place les mesures nécessaires aux intérêts de leurs maîtres bourgeois. Si aujourd'hui la bourgeoisie garde les fascistes en réserve, elle n'hésitera pas à les utiliser massivement, en cas de menace d'une révolution ouvrière. La scission du FN ne change rien au programme des deux organisations fascistes. Cette scission n'est pas le résultat des mobilisations « antifascistes » ou la victoire de la démocratie bourgeoise comme voudrait le faire croire l'« extrême » gauche. Il faut toujours des mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper les fascistes. Comme arme de la bourgeoisie, le fascisme est inhérent au capitalisme. C'est pour cela que le seul moyen de se débarrasser une fois pour toutes de cette menace, c'est de renverser le capitalisme.

L'intégration des bureaucraties syndicales à l'Etat

Les réformistes ne croient pas que la classe ouvrière puisse acquérir une conscience révolutionnaire et prendre le pouvoir d'Etat en détruisant l'Etat bourgeois et qu'il en résulte un changement social fondamental. Donc il ne leur reste qu'à devenir les garants du statu quo, payés par l'Etat et les patrons. Ils deviennent les gardiens du système capitaliste. Ces dernières années, on a pu remarquer que les militants des organisations soi-disant révolutionnaires, notamment de Lutte ouvrière et de la LCR, occupent nombre de positions privilégiées dans les syndicats, au niveau de l'entreprise comme au niveau national. Ils ont eu un rôle déterminant pour faire reprendre le travail et casser la grève des transports de décembre 1995.

En France, si on examine les financements des organisations de la classe ouvrière, comme les syndicats, on se rend compte de leur intégration de plus en plus grande à l'appareil d'Etat bourgeois. L'appareil de ces organisations dépend du financement de l'Etat et des patrons. Ceci fait un groupe social numériquement très important qui dépend de l'argent que la bourgeoisie lâche. Il est difficile d'avoir une idée précise des rapports entre l'Etat, les patrons et les syndicats ouvriers au niveau financier, car beaucoup de précautions sont prises pour dissimuler ces rapports. Mais les informations et les chiffres parcellaires montrent des liens innombrables.

Dans la fonction publique, avec les « décharges », des milliers de permanents syndicaux sont pris en charge par l'Etat. Le même phénomène apparaît dans le privé et l'industrie avec les heures de délégation (délégués du personnel, au comité d'entreprise, au comité d'hygiène et sécurité, délégués syndicaux). Toutes ces heures, prises en charge par le patron, libèrent des milliers de permanents. Et pour parfaire le fonctionnement de ces appareils, les lois imposent aux patrons et aux administrations de fournir, gratuitement, des locaux équipés.

Dans le public comme dans le privé, décharges et délégations sont réparties proportionnellement aux résultats électoraux et indépendamment du nombre de syndiqués. Ceci explique que les élections sont devenues une question vitale pour les bureaucrates, beaucoup plus vitale que d'avoir des syndiqués.

Dans les comptes des confédérations nationales (dans lesquels toutes les décharges et les locaux n'apparaissent pas) les

Suite page 8

LO-LCR font campagne pour une Europe capitaliste

A bas Maastricht! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe!

Cela fait plus d'un an et demi que le front populaire de Jospin et Gayssot est au pouvoir, et son discrédit commence à devenir visible. Sentant le vent tourner contre le gouvernement, les opportunistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et de Lutte ouvrière (LO) viennent de lancer officiellement une liste commune aux prochaines élections européennes, indépendante des listes des partis officiellement représentés au gouvernement. Littéralement, LO et LCR jouent gros : si elles reçoivent plus de 5 % des voix, comme le prédisent les sondages actuels, elles auront au moins 4 députés au parlement européen, ce qui signifie des millions de francs par an de subsides en plus pour chacune de ces organisations. On peut prévoir que les cinq prochains mois vont être marqués par une campagne électorale frénétique, avec le soutien tout aussi enthousiaste des petits groupes à la Voix des travailleurs (VdT) et Gauche révolutionnaire (GR).

Pour redorer le blason de leur politique réformiste, LO et LCR doivent donc se démarquer superficiellement du gouvernement, et cette campagne électorale en est la parfaite occasion. Elles parlent dans leur « projet de profession de foi » d'« exprimer son opposition déterminée à la politique menée par le gouvernement ». LO parle même dans le document de sa conférence d'une « opposition radicale » (*Lutte de Classe* n° 39, décembre 1998). Tu parles ! Tous ces groupes ont appelé il y a moins de deux ans à voter pour porter le PS et le PC au gouvernement. Dans le cas de LO et de VdT, leur vote pour le front populaire était limité aux près de 100 circonscriptions où il y avait compétition au deuxième tour entre des réformistes et le FN ; LO et VdT justifiaient leur trahison en présentant le front populaire comme un moindre mal par rapport au FN. Mais on ne peut pas arrêter les fascistes sur le terrain parlementaire, et en fait cet argument n'est qu'un moyen pour les réformistes de maintenir les ouvriers sur le terrain de la lutte parlementaire.

Le fascisme n'est pas une aberration mais un aboutissement logique de la société capitaliste quand elle ne peut plus contrôler ses contradictions par les mécanismes de la démocratie bourgeoise. La démocratie bourgeoise, historiquement et aujourd'hui, est le précurseur du fascisme et elle y prépare. La tentative de préserver la démocratie bourgeoise comme « moindre mal » dans la lutte contre le fascisme et la guerre est *pire qu'inutile*, elle rend *inévitabile* le fascisme en tant qu'aboutissement logique du capitalisme. L'histoire regorge d'exemples à l'appui de nos arguments. Notre programme, c'est la lutte pour la démocratie prolétarienne, pour un Etat ouvrier qui écrasera la démocratie bourgeoise et nous débarrassera des obstacles réformistes et centristes qui la renforcent en la faisant passer pour le « moindre mal ».

Le projet de profession de foi de la liste LO-LCR ne contient même pas une mention de la nécessité d'en finir avec ce gouvernement capitaliste et raciste, ni avec les autres en Europe. Dans le meeting du 23 janvier organisé en commun par Carré rouge, LCR, GR, VdT etc. à Paris, le dirigeant de la LCR François Olivier est longuement intervenu : il n'a pas eu un seul mot contre le gouvernement ! Il a parlé de ce qu'« il n'y a plus que l'extrême gauche qui est de gauche », de « dégagement d'un espace à la gauche de la gauche » et de l'opportunité de « gérer cet espace » avec « un parti large, mais avec des délimitations : un parti des travail-

leurs ». Et, comme dans la profession de foi LO-LCR, il n'a pas mentionné, même pour la forme, ni le socialisme ou la révolution ! Le projet LO-LCR est un projet pour une Europe *capitaliste*. Pas étonnant que cette liste reçoive le soutien enthousiaste de Carré rouge qui, dans un supplément spécial pour ce meeting, explique : « Ce n'est pas par la dictature du prolétariat que le socialisme vaincra, mais par la dictature de la démocratie et des libertés. Oui, LA DICTATURE DE LA DEMOCRATIE [...] LA DICTATURE DU PROLETARIAT COMME LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE APPARTIENNENT A UNE EPOQUE REVOLUE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE » (majuscules et gras dans l'original).

Un camarade de la LTF est intervenu dans ce meeting pour rappeler fièrement notre défense de l'URSS pendant la deuxième guerre froide et dénoncer le marais pro-Jospin pour leur soutien pendant des années à leur bourgeoisie dans l'alliance impérialiste contre l'Union soviétique. Nos mots d'ordre « Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe ! » et « Pour de nouvelles révolutions d'Octobre ! » tranchaient de façon frappante avec la soupe réformiste distribuée dans ce meeting de la « mort du communisme » !

Le projet LO-LCR se lamente seulement que « les promesses [de Jospin] n'ont pas été tenues ». Il n'y a que ces lamentables groupes pseudo-trotskystes qui veulent



L'« opposition déterminée à la politique du gouvernement » de Laguiller-Krivine veut maintenir dans le cadre du front populaire les jeunes et les ouvriers mécontents.

encore chercher à nous faire croire dans les promesses de Jospin. Comme si Jospin avait promis quoi que ce soit d'autre que la brutale politique antiouvrière et raciste qu'il met en œuvre ! Jospin lui-même a mis les points sur les i à la télévision le 13 janvier, en rappelant qu'il avait à l'époque promis que « nous régulariserions les sans-papiers sur critères », c'est-à-dire la persécution et l'expulsion de dizaines de milliers d'ouvriers ne remplissant pas les « critères » des flics.

La LCR et LO nous présentent une Europe capitaliste de contes de fées, avec des « droits démocratiques », des « droits égaux », « de l'égalité réelle », « où l'avortement soit libre et gratuit », etc. Mais ceci est une illusion mortelle. Le capitalisme est nécessairement nationaliste et raciste, comme on peut le voir dans toute l'Europe où des gouvernements dirigés par des sociaux-démocrates sont aux affaires : exactement de même qu'en France, ils démantèlent ce qui reste encore de l'« Etat Providence » et le chômage augmente. Blair en Grande-Bretagne envoie ses *Tornado* bombardier Bagdad, Schröder envoie la Bundeswehr dans les Balkans, où elle côtoie l'armée française de Jospin-Gayssot et les troupes italiennes de d'Alema. Tous ces gouvernements intensifient la chasse aux immigrés venant du sud et de l'est.

Aujourd'hui, face aux attaques du gouvernement, LO et LCR se présentent comme les défenseurs du statu quo ; leur « programme maximum » est devenu l'« Etat Providence » d'autrefois. Bien sûr nous ne sommes pas indifférents aux luttes du prolétariat pour défendre ses acquis. Mais tous ces acquis ont été le résultat, le sous-produit en quelque sorte, de la lutte révolutionnaire du prolétariat – y compris sous la forme de l'existence de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique qui pendant de longues années avait quelque peu retenu la main sanglante des impérialistes. La bourgeoisie lâchait quelque chose seulement de peur de tout perdre. C'est pourquoi on ne peut défendre ces acquis sans une perspective révolutionnaire.

Marx nous a enseigné il y a 150 ans dans le *Manifeste du Parti communiste* que la bourgeoisie est une classe nationale, et que seul le prolétariat n'a pas de patrie. La bourgeoisie a consolidé il y a longtemps sa domination sur un territoire donné, établi son pouvoir d'Etat sur ce territoire, et l'armée de chaque Etat bourgeois est là, non seulement pour réprimer la population en cas de révolution, mais aussi pour protéger les intérêts de la bourgeoisie nationale à l'extérieur de ses frontières, contre ses concurrents ou contre ses victimes néo-coloniales. Et voici LO et LCR qui « découvrent » que l'Europe capitaliste pourrait être autre chose qu'un bloc temporaire entre des bourgeoisies nationales aux intérêts divergents, acceptant temporaire-

rivaux.

C'est le B-A-BA du marxisme. En août 1915 Lénine écrivait déjà : « Certes des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes européens [...] dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique (« A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe »).

En d'autres termes, ce mot d'ordre, ou la version des réformistes de Carré rouge d'« Etats-Unis socialistes et démocratiques d'Europe » (le « démocratiques » garantissant qu'ils parlent bien d'une Europe capitaliste), est un mot d'ordre utopique ou réactionnaire. Les élections européennes ont été instituées pendant la guerre froide, à une époque où la CEE était essentiellement le ciment pour faire tenir ensemble l'alliance impérialiste contre l'Union soviétique, une feuille de vigne économique pour le bloc militaire de l'OTAN. Tous ces groupes pseudo-trotskystes se sont joints à l'époque à cette campagne de guerre froide. Nous nous y opposons car nous luttons pour la défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme. Nous étions de l'autre côté de la barricade par rapport à LO et à la LCR qui se rangeaient derrière leur candidat antisoviétique, Mitterrand. De même aujourd'hui, nous luttons pour la révolution politique prolétarienne en Chine, où habite le quart de la population mondiale, contre la bureaucratie stalinienne qui a amené le pays au bord même de la contre-révolution capitaliste.

Le soutien de LO et de la LCR à l'« Europe » capitaliste, alors et maintenant, est ce qui unit LO et la LCR. Mais cela n'empêche que la liste est un bloc pourri que ces deux groupes ont le plus grand mal à dissimuler. Même sur le traité de Maastricht ils sont en désaccord, la LCR s'y étant opposée (afin de rester près du PCF chauvin) alors que LO s'« abstenait » sur ce traité impérialiste ! A l'époque nous avions écrit : « Maastricht : à bas l'alliance des brigands impérialistes pour dépecer l'Europe de l'Est ! Votez non au référendum de Mitterrand ! » (*le Bolchévick* n° 120, septembre 1992).

Toute résistance à l'offensive capitaliste ne peut être efficace que sur un programme révolutionnaire. C'est pourquoi notre opposition à Maastricht et à l'Union européenne est basée sur une perspective prolétarienne et internationaliste. Seule la prise du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière et l'établissement de la dictature du prolétariat au moins dans plusieurs pays capitalistes avancés, permettra la mise en place d'une économie rationnellement planifiée qui mettra la capacité productive de l'Europe au service des peuples du monde entier. C'est seulement sur cette base que nous pouvons parler d'« Etats-Unis socialistes d'Europe ». Seule une telle Europe, où le pouvoir d'Etat passera aux mains du prolétariat, pourra éradiquer le chômage et le racisme qui affaiblissent et divisent la classe ouvrière. Pour prendre le pouvoir, la classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire. C'est ce parti révolutionnaire prolétarien et multiethnique que la LTF, section de la Ligue communiste internationale, construit, en luttant de façon intransigeante contre les réformistes et les centristes. Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Seule la révolution ouvrière donnera un avenir à la jeunesse!

En octobre dernier, les grèves lycéennes se sont développées, avec des manifestations prenant de plus en plus d'ampleur. Parties du Sud du pays, elles se sont peu à peu étendues jusqu'au 15 octobre où il y avait 500 000 manifestants dans toute la France. Les lycéens protestaient contre les conditions de plus en plus intolérables et demandaient des classes moins nombreuses, des embauches de professeurs et de surveillants, du matériel. Par la suite, les enseignants se sont joints au mouvement lors de la grève appelée pour le 20 octobre. Ces attaques contre l'éducation font partie du programme de la bourgeoisie de détruire l'« Etat-Providence » après la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS. Et c'est le gouvernement de front populaire de Jospin-Gayssot qui applique ce programme.

La réponse de ce gouvernement capitaliste a été la terreur policière raciste à grande échelle, spécialement utilisée contre la jeunesse issue de l'immigration. Des milliers de flics armés jusqu'aux dents les ont contrôlés (18 000 contrôles d'identité, 76 gardes à vue le 20 octobre), attaqués et battus. Ce gouvernement raciste avec le soutien de l'extrême gauche a cyniquement canalisé ces luttes lycéennes pour s'assurer qu'Allègre puisse imposer un « plan d'action immédiat » réactionnaire qui propose 10 000 emplois-jeunes, l'allègement des programmes, et un prêt aux régions de quatre milliards de francs à taux zéro. Les emplois-jeunes signifient un renforcement de la précarité pour la jeunesse qui doit travailler sous contrat privé, à un salaire minimum de survie et sans aucune garantie d'embauche. Quant à l'allègement des programmes, cela veut seulement dire des programmes d'éducation revus à la baisse et une diminution du nombre d'enseignants.

Sous le capitalisme, l'éducation n'est pas un droit, c'est un privilège qu'accorde la bourgeoisie suivant ses besoins anarchiques temporaires; mais aujourd'hui elle prépare de nouvelles guerres impérialistes. Pour le repartage des marchés sur le corps des peuples coloniaux ou semi-coloniaux comme au Rwanda ou en Irak, le sort qu'elle réserve aux jeunes de la classe ouvrière, c'est de lui servir de chair à canon. L'oppression raciale est inhérente au capitalisme et à ses buts. C'est pourquoi les travailleurs d'origine immigrée et leurs enfants sont maintenus au bas de l'échelle sociale. Ils sont soumis à une ségrégation sociale, chassés de leur travail et déportés quand les patrons n'ont plus besoin de leur force de travail, et désignés comme boucs émissaires de la crise profonde du capitalisme.

Nous avons eu des équipes du *Bolchévik* dans les manifestations lycéennes pour apporter notre programme révolutionnaire. Nous luttons pour une éducation de qualité, gratuite, ouverte à tous et sans ségrégation sociale ni raciale. Nous sommes pour l'accès du prolétariat aux fruits de la culture, pour le plein accès de la jeunesse ouvrière aux universités. Pour des facs



Paris le 20 octobre 1998, pendant la manif lycéenne, les flics du gouvernement capitaliste PS-PC font la chasse aux jeunes issus de l'immigration.

«Casseurs»: mot de code de la terreur raciste

ouvertes à tous et des bourses adéquates! Mais même des revendications justes et élémentaires comme une éducation de qualité se confrontent à une classe capitaliste qui contrôle les moyens de production, de distribution et la finance.

La jeunesse lycéenne n'a aucune puissance sociale. Elle doit se tourner vers la classe qui, en produisant les richesses, a la puissance sociale pour en finir avec ce système pourri: la classe ouvrière. Mais il faut un parti révolutionnaire qui se batte contre les directions actuelles de la classe ouvrière, qui sont les agents de la bourgeoisie, propagent l'idéologie bourgeoise en son sein et enchaînent la puissance de la classe ouvrière comme on l'a vu en mai 68 ou plus récemment en décembre 1995 (cf. « Mai 68: une situation pré-révolutionnaire trahie par le PCF », *le Bolchévik* n° 147). En intervenant et en luttant contre les préjugés qui existent dans la classe ouvrière, le parti amènera la classe ouvrière à défendre tous les opprimés (les jeunes, les immigrés, les femmes, les homosexuels, etc.) avec comme perspective la révolution socialiste.

A bas la répression « anticasseurs »! Libération des jeunes emprisonnés!

Partout en France, les flics ont violemment attaqué les jeunes venus des cités-ghettos, étiquetés avec le mot de code raciste de « casseurs ». Ce mot de code est un véritable permis de tuer directement

dirigé contre les jeunes issus de l'immigration. Ces jeunes sont les victimes de la répression sanglante de l'Etat bourgeois de Jospin-Gayssot au travers, par exemple, du plan Vigipirate ou du renforcement de la terreur policière dans les transports en commun. C'est l'Etat bourgeois raciste, par l'intermédiaire de ses flics, qui a assassiné Habib à Toulouse et tant d'autres jeunes issus de l'immigration auparavant.

Ces jeunes exprimaient leur colère face à une situation insupportable. Ils n'ont même pas l'argent pour payer leurs tickets de métro; pour eux l'avenir c'est le chômage ou, dans le meilleur des cas pour une minorité, des boulots en intérim ou des emplois-jeunes, et leurs écoles sont dans un état misérable. Et encore souvent ils ne peuvent pas aller au lycée non plus. Ils n'ont droit à rien. Ce sont des victimes du système capitaliste. Notre but, c'est de canaliser la colère justifiée de ces jeunes dans une direction révolutionnaire. Cela exige un saut dans la conscience pour qu'ils comprennent qu'il faut s'organiser et s'allier avec la puissance sociale de la classe ouvrière pour en finir avec l'ordre capitaliste. Apporter cette conscience aux opprimés, c'est la tâche d'un parti révolutionnaire tribun du peuple et de son organisation de jeunesse.

Le gouvernement capitaliste PS-PC, le conseil d'administration de la bourgeoisie, cherche à dresser les jeunes des cités-ghettos contre les jeunes de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie des

centres-villes blancs. Il utilise le racisme, il encourage les tendances de ces derniers à défendre l'éducation privilégiée et il cherche à les désintéresser de la lutte pour l'éducation pour tous. Le parti révolutionnaire doit gagner les jeunes activistes à la lutte prolétarienne pour une éducation et une vie décentes pour tous et pour en finir avec ce système capitaliste pourri.

Nous sommes les seuls à avoir défendu tous ceux qui ont été poursuivis par le gouvernement! Nous nous sommes battus pour la libération de tous les jeunes arrêtés et pour la levée des inculpations. Il y a eu plus de 200 arrestations à Paris en octobre. Les sentences ont été particulièrement sévères: certains ont pris jusqu'à 10 mois de prison ferme, une jeune femme prenant deux mois de prison avec sursis pour avoir ramassé des cigarettes sur le trottoir! Les mêmes flics qui expulsent les sans-papiers et écrasent les grèves sont utilisés contre tous les lycéens dès que ceux-ci sont considérés comme une menace par ce gouvernement raciste. Nous disons qu'une attaque contre un c'est une attaque contre tous!

Le mouvement lycéen n'était pas « apolitique ». Sa direction était directement aux ordres des Jospin-Gayssot via la FIDL (liée au PS) et la CIL, où était fortement représentée la Jeunesse communiste. Suivis fidèlement par l'entière panoplie des groupes tels que la JCR/LCR, Voix des travailleurs (VdT), LO, Confédération nationale du travail (CNT) et Pouvoir ouvrier (PO), ils ont fait tout leur possible pour que le mouvement ne dépasse pas les limites d'une pression sur le gouvernement capitaliste et l'ont donc canalisé. Ils étaient tous d'accord sur une chose: qu'ils avaient besoin d'un service d'ordre pour virer les communistes et seconder les flics dans leurs attaques contre les jeunes des cités-ghettos.

Ainsi, lors d'une réunion de la coordination le 17 octobre, le service d'ordre, venant de la JC et de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR-RED, le groupe de jeunesse de la LCR), voulait exclure nos camarades du *Bolchévik*. Rien d'étonnant: ces groupes ont soutenu le gouvernement capitaliste raciste de Jospin-Gayssot, y compris en appelant à voter pour lui. Notre journal au contraire est bien connu pour son opposition irréductible à ce gouvernement. Nous voulions intervenir pour montrer la nécessité pour les lycéens de se tourner vers la puissance sociale du prolétariat pour renverser le capitalisme et ce gouvernement, qui le défend en faisant la chasse au faciès et en mettant en place un budget misérable. Les réformistes et les centristes, eux, faisaient pression pour obtenir des miettes et surtout ne pas défendre les jeunes arrêtés par Jospin-Gayssot. Ils ont appliqué dans les faits la politique du gouvernement: des jeunes du 93, département à forte population ouvrière et immigrée de la banlieue parisienne, nous ont expliqué qu'après la manifestation du 15 octobre, un groupe de 12 jeunes venu des lycées techniques de ce département

Libérez Mumia Abu-Jamal!

A bas la peine de mort raciste!

Le 29 octobre, la Cour suprême de l'Etat de Pennsylvanie a confirmé le verdict de la machination raciste qui a expédié Mumia Abu-Jamal dans le couloir de la mort, il y a plus de 16 ans de cela. Cet homme innocent a été condamné par un tribunal présidé par un juge notoirement pro-flics (connu pour être celui qui a prononcé le plus de condamnations à mort aux Etats-Unis), avec des témoignages fabriqués et avec un jury dont les Noirs avaient été systématiquement exclus. Ils veulent tuer Mumia pour ce qu'il représente : un défi au système raciste qui suce le sang de millions de gens pour assurer des profits fabuleux à une petite minorité de riches. Comme le 21 novembre dernier à l'appel du Partisan Defense Committee (PDC) à Chicago où 250 personnes - un noyau de syndicalistes, de jeunes, de socialistes et d'autres activistes antiracistes - se sont rassemblés, la classe ouvrière doit se mobiliser maintenant pour exiger : « Libération de Mumia Abu-Jamal ! Abolition de la peine de mort raciste ! » Le PDC est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de nos camarades américains de la Spartacist League. L'organisation soeur du PDC en France est le Comité de défense sociale (CDDS).

Mumia Abu-Jamal est depuis l'âge de 15 ans dans le collimateur des racistes au pouvoir. Il était alors un porte-parole des Black Panthers. Le FBI cherchait à détruire les Black Panthers avec le programme COINTELPRO, un ensemble d'opérations terroristes dirigées contre les Noirs.

Depuis son procès truqué en 1982 jusqu'aux parodies d'audiences d'appel en 1995-96 en passant par le dernier verdict rendu, le cas de Mumia a lui-même mon-



Le 31 octobre 1998 à New York, la manifestation d'urgence appelée par le PDC a rassemblé des syndicats, des organisations de gauche et de défense.

tré que l'appareil de « justice » est raciste et anti-classe ouvrière jusqu'à la moelle. Il y a une montagne de preuves qu'il est innocent du meurtre d'un policier de Philadelphie en décembre 1981. Mais le cas de Mumia Abu-Jamal est la démonstration même qu'on ne doit avoir aucune illusion dans les tribunaux bourgeois. C'est pourquoi nous plaçons notre confiance dans la mobilisation des travailleurs et des opprimés contre ce système capitaliste raciste.

Il y a plus de dix ans, le PDC a commencé ses efforts pour libérer Jamal en produisant de la propagande, en faisant signer des pétitions, en appelant à des manifestations, et en appelant les syndicats à se joindre à la lutte. Nous avons réussi

ainsi à amener d'autres organisations, plus grandes, ayant des moyens supérieurs aux nôtres et souvent des positions politiques hostiles aux nôtres, à se joindre à la lutte pour défendre Mumia.

Cette lutte est une lutte internationale. Après qu'un arrêt d'exécution avait été signé en 1995, des protestations et des manifestations aux Etats-Unis et internationalement par les défenseurs de Mumia Abu-Jamal avaient obligé le gouvernement à s'arrêter dans sa précipitation pour l'assassiner légalement. Mais avec la nouvelle décision de la cour, un nouvel arrêt d'exécution peut être signé d'un moment à l'autre. Les défenseurs de Mumia doivent redoubler leurs efforts pour mobiliser la

classe ouvrière dans le monde entier pour exiger : « Liberté pour Mumia Abu-Jamal ! »

En France, il y a eu entre autres deux manifestations, début novembre, à Paris, auxquelles nous avons participé. Nous y sommes allés non seulement avec des mots d'ordre pour la libération immédiate de Mumia Abu-Jamal, mais aussi avec notre programme contre le gouvernement capitaliste raciste de Jospin-Gayssot. En effet, même si la peine de mort n'existe plus en France légalement, elle existe dans la rue où les racistes, en uniforme ou non, tuent impunément les jeunes issus de l'immigration. Nous luttons pour des manifestations de front unique - marcher séparément, frapper ensemble - ce qui signifie l'unité dans l'action et, en même temps, le débat libre sur les stratégies et les programmes. Ceci est vital pour faire avancer la conscience de la classe ouvrière, des antiracistes et des jeunes. Or, nos slogans et nos panneaux « A bas le gouvernement capitaliste et raciste de Jospin-Gayssot ! » et « Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! » ont provoqué des tentatives de censure de la part de militants du PCF, aussi prompts à dénoncer le racisme de la bourgeoisie américaine qu'à défendre leur gouvernement et masquer le racisme de leur propre bourgeoisie. Aux Etats-Unis comme en France, nous disons : Le capitalisme veut dire racisme et guerre. Pour la révolution socialiste !

Rejoignez la lutte maintenant ! Pour plus d'informations, pour envoyer des contributions pour la défense légale, contactez :

Comité de défense sociale

BP 202

75822 Paris cedex 17

Commandez : « La vendetta raciste a envoyé Mumia dans le couloir de la mort », supplément au *Bolchévik* traduit de *Black History and the Class Struggle* n° 15 (août 1998). ■

s'est vu refuser l'entrée à la coordination de Jussieu sans autre explication que le fait qu'il y avait trop de monde.

PO, GR, LCR, LO, VdT, anarchistes : agents de la campagne raciste « anti-casseurs » du gouvernement

Cette campagne raciste du gouvernement a été relayée par toutes les organisations d'extrême gauche qui appelaient à une alliance avec les flics de Jospin-Gayssot pour tabasser les jeunes des cités-ghettos. Ainsi, les JCR-RED, dans leur tract « Octobre 98 C'est parti ! Les Echos du mouvement n° 2 », écrivent : « Les casseurs sont pourtant un danger pour le mouvement lycéen dont il faut se préserver par l'auto-organisation. » Les anarchistes de la CNT souhaitent : « Au mouvement social d'être assez fort pour s'en protéger... » (« Zéro de conduite », bulletin n° 12 du syndicat Education de Paris de la CNT-AIT). Les centristes de Pouvoir ouvrier (PO) voulaient la création d'« un véritable service d'ordre et d'auto-défense [pour] empêcher les casseurs de nuire au mouvement » (tract de la jeunesse de PO distribué le 20 octobre). Cela revient à proposer de faire ce que le service d'ordre de la CGT a mis en pratique lors de la manif du 20 octobre en jouant les supplétifs des flics et en envoyant un jeune issu de l'immigration à l'hôpital avec un traumatisme crânien. Dans ce même tract, PO respecte les limites fixées par les coordinations de faire pression sur le gouvernement capitaliste et raciste : « Les députés PS et PCF, qui prétendent être du côté des lycéens, doivent faire en sorte que le gouvernement réponde complètement à nos besoins. Dans

les conseils régionaux [...] les élus PS et PCF doivent batailler immédiatement pour une augmentation massive des crédits. Et là où la gauche contrôle la région, cette augmentation doit survenir dès demain. »

Dans sa brochure intitulée « De la colère lycéenne aux luttes futures à construire », la Gauche révolutionnaire (GR) explique : « [...] Le jeudi 15 octobre, les forces de surveillance et de répression ont été notoirement insuffisantes, voire tout simplement absentes ! [...] Pourtant, les événements qui s'étaient déroulés à Montpellier une semaine avant auraient dû alerter la police : le vendredi 9 octobre, 5 lycéens de la ville avaient subi la visite de casseurs ». L'intervention de plus de 2 000 flics, des dizaines d'interpellations et de gardes à vue sont « insuffisantes » pour la GR. Le gouvernement PS-PC a tiré les mêmes conclusions que la GR pour la manif du 20 octobre : il a débarrassé trois fois plus de flics ! Evidemment la GR comme tous les pseudo-trotskystes, a appelé à voter pour ce gouvernement capitaliste.

L'organisation réformiste Voix des Travailleurs (VdT) voit dans « La violence des "casseurs" [...] le reflet de la violence de cette société qui crée l'exclusion, la misère » (*Voix des Travailleurs*, n° 62, 22 octobre 1998). Ainsi, cette organisation, qui voit dans Lagier (l'assassin fasciste d'Ibrahim Ali à Marseille il y a 4 ans, ancien tortionnaire de l'OAS durant la guerre d'Algérie) une victime, met sur le même plan la révolte compréhensible de jeunes qui subissent chaque jour le chômage et la terreur raciste avec la répression sanglante de l'Etat bourgeois de Jospin-Gayssot. Quant à Lutte ouvrière, elle a tellement confiance dans les flics (voir

l'article de première page) qu'elle n'a pas un seul mot sur la répression raciste, parce qu'elle l'approuve.

Tous ces groupes pseudo-révolutionnaires approuvent donc la campagne raciste du gouvernement capitaliste Jospin-Gayssot. Etant à la traîne de ce front populaire, ils louent le « mouvement » des lycéens, sa « spontanéité » et ne mentionnent évidemment pas la nécessité de s'allier avec la classe ouvrière. Leur objectif politique est de trouver des arguments « gauches » pour que les ouvriers mécontents et la jeunesse en colère continuent à soutenir ce front populaire, même si c'est de façon « critique ». Il est nécessaire que la classe ouvrière soit complètement indépendante de la bourgeoisie et de son Etat afin de mener une lutte de classe contre l'austérité capita-

liste et la terreur raciste qui ne peuvent être éradiquées que par la révolution socialiste. Les groupes centristes tels que PO et les réformistes de LCR/VdT/LO sont un obstacle sur cette voie car ils reconnaissent à la bourgeoisie qu'elle ait un corps de nervis à sa dévotion (flics, matons, tribunaux) et qu'elle maintienne sa domination sur la classe ouvrière et les opprimés.

La classe ouvrière doit se doter d'un parti léniniste, un parti ouvrier d'avant-garde multietnique et internationaliste, regroupant les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, mais aussi les meilleurs éléments dans la jeunesse, qu'ils soient ouvriers, lycéens, étudiants ou chômeurs.

C'est la tâche que se fixe la Jeunesse spartaciste, groupe de jeunesse de la LTF. Rejoins-nous ! ■

Série de cours marxistes de la Jeunesse spartaciste

● Lundi 15 février à 18h.30

Faculté de Nanterre

Bâtiment L - Salle 312

Le marxisme et l'oppression des immigrés

● Lundi 22 février à 18h.30

Faculté de Nanterre

Bâtiment L - Salle 312

Le parti révolutionnaire du prolétariat

Pour tout renseignement : 01 42 08 01 49

Jospin-Gayssot...

Suite de la page 4

cotisations représentent à peine la moitié des recettes. Le reste sont des subventions de différents ministères (c'est-à-dire de l'Etat bourgeois) et des subventions provenant de la cogestion des organismes sociaux (tels la sécurité sociale, les caisses de retraite complémentaire, l'UNEDIC, etc.), c'est-à-dire la rétribution directe de la collaboration de classes. D'autre part, les comités d'entreprise, ces organismes de collaboration de classes pour gérer les œuvres sociales du patron, qui disposent d'une masse importante d'argent et d'un pouvoir d'embauche, sont une source de financement et de corruption énorme.

Les appareils syndicaux se sont donc renforcés et développés en même temps que les syndicats perdaient leurs syndiqués. Les estimations font état d'une perte de deux tiers des syndiqués entre 1973 et 1993, amenant le taux de syndicalisation en France à être le plus bas d'Europe : 9 %.

Une autre expression de la pourriture des « traditions » syndicales pratiquées par les directions traîtres de la classe ouvrière, est le fait que des organisations de flics sont dans les syndicats ouvriers. Nous disons : *Flics, hors des syndicats!* De même, dans certaines grèves enseignantes, des représentants de l'administration ou de la mairie sont présents dans les assemblées générales. Les assemblées générales sont supposées être l'endroit où la stratégie pour gagner la grève est décidée. La première chose que les grévistes doivent donc faire, c'est de mettre ces représentants de l'ennemi de classe dehors.

Trotsky explique : « Ils [les syndicats] doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes - c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée - la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de tenter de coopérer avec lui. [...] Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. [...] Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables » (« Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste », 1940).

Pour des syndicats industriels

Les syndicats, comme organisations de défense, doivent être construits sur la base la plus large possible pour rendre maximum l'unité de la classe ouvrière contre les exploités capitalistes. Avec les différents syndicats, créés sur des bases politiques par différentes ailes de la bureaucratie réformiste, on peut voir que les bureaucrates reflètent et transmettent la politique de la bourgeoisie de diviser pour mieux régner. Nous sommes au contraire pour

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE		JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE	
II - COMPTES DE BILAN ET FINANCIERS		II - COMPTES DE BILAN ET FINANCIERS	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	CHARGES DE FONCTIONNEMENT	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT
2 000 000		2 556 014	
LCR		Lutte ouvrière	

Le « Journal officiel de la République française » publie les comptes de LO-LCR et les millions de francs que l'Etat bourgeois leur verse.

l'unité de la classe ouvrière sur les lieux de production, dans un seul syndicat industriel, en même temps que nous sommes pour un parti d'avant-garde léniniste basé sur un programme révolutionnaire cohérent, qui s'oppose de façon aiguë au programme de tous les autres partis dans la perspective de leur arracher la direction des syndicats.

Parmi nos opposants en France, c'est en quelque sorte le contraire qui prévaut : dans chaque entreprise il y a plusieurs syndicats divisés sur une base politique, alors qu'en même temps les partis de gauche n'arrêtent pas de parler d'unité et de « regroupement » sans principes sur la base d'un programme politique opportuniste. Lutter pour l'unité de la classe ouvrière pour renverser les capitalistes nécessite de construire un parti séparé des opportunistes réformistes et des centristes, c'est-à-dire ceux qui refusent de se séparer des réformistes. C'est ce qu'a fait Lénine pendant la Première Guerre mondiale quand il a rompu avec les opportunistes sociaux-chauvins qui soutenaient leur propre bourgeoisie dans la boucherie impérialiste ; il expliquait que l'unité avec les sociaux-chauvins, c'était la scission avec les ouvriers des autres pays ; de même aujourd'hui, l'unité avec les réformistes chauvins, c'est la division entre ouvriers français et immigrés. Il rompait ainsi avec la conception du parti de « toute la classe » qui devait regrouper toutes les tendances de la classe ouvrière.

A la division des ouvriers entre plusieurs syndicats, nous opposons le mot d'ordre de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge en 1921 pour des syndicats industriels : « Tous les ouvriers et tous les employés d'une entreprise donnée doivent être membres d'un seul syndicat » (Losovsky, « l'Internationale syndicale rouge »). Ce mot d'ordre visait à combattre la division des ouvriers en différentes corporations, chaque spécialité (les électriciens, les machinistes, etc.) ayant son propre syndicat. Cette division domine encore dans de nombreux pays, et en France dans certains secteurs comme les personnels navigants de l'aviation

commerciale. Mais surtout en France les syndicats ont été divisés sur une base politique, et cela a été historiquement sur une base anticommuniste pour diviser la classe ouvrière et affaiblir les syndicats. Après la constitution du PCF en 1920, section de l'Internationale communiste, les sociaux-démocrates avaient scissionné la CGT, qui ne fut réunifiée qu'en 1936. Ensuite en 1947, en pleine guerre froide, les sociaux-démocrates scissionnèrent à nouveau la CGT, avec l'aide et le soutien de la CIA (voir notre article dans le Bolchévik n° 59, décembre 1985). Les réformistes se servent aujourd'hui de cette division pour créer leurs propres fiefs syndicaux et briser l'unité du prolétariat : combien de grèves appelées par un syndicat donné ne sont-elles pas brisées par les autres syndicats ? Les militants autour de la LCR ont maintenant créé leur propre fédération syndicale, le SUD, en plus de la CGT, de la CFDT, de FO et de l'UNSA !

Pour empêcher les patrons d'embaucher des briseurs de grève et de licencier les ouvriers combattifs, il doit y avoir un monopole de l'embauche par les syndicats. De tels syndicats, regroupant tous les ouvriers, doivent être basés sur la démocratie ouvrière, c'est-à-dire le droit de toutes les tendances du mouvement ouvrier à s'exprimer et à lutter pour leur programme. La construction de tels syndicats industriels, rassemblant tous les ouvriers, ne se fera pas sans une lutte pour virer les bureaucrates diviseurs. Comme nous l'écrivions dans le Bolchévik (n° 37, février 1983) : « Les bureaucrates vivent sur les restes des acquis gagnés au cours des gigantesques luttes comme 1936 qu'ils avaient sabotées et trahies à l'époque. Ce serait dans le cours de luttes semblables que de nouveaux organes ouvriers - des comités de grève et éventuellement des comités d'usine, les deux élus et révocables à tout moment - peuvent se forger comme base à l'unification du mouvement syndical, non par la fusion par magouilles au sommet des "lieutenants ouvriers du capital" mais en les chassant. » Une telle lutte est donc liée directement à la lutte pour une direction communiste dans les syndicats, sur la base de notre programme, contre les éléments centristes et pro-capitalistes qui transmettent l'idéologie bourgeoise. Comme l'écrivait Trotsky en 1922 à propos de la scission de la CGT en France par les sociaux-démocrates : « La scission des organisations syndicales en France menée pour des raisons politiques par Jouhaux et Cie est un crime tout aussi grave que la conduite de cette clique durant la guerre. Toute tendance ou doctrine à la possibilité de créer son propre groupement au sein de la classe ouvrière. Mais les syndicats sont les organisations de base de la classe ouvrière et l'unité des organisations syndicales est dictée par la nécessité de défendre les intérêts et les droits les plus élémentaires des masses laborieuses. Une scission des organisations syndicales pour des raisons politiques représente tout à la fois une trahison de la classe ouvrière et la confession de sa propre faillite. C'est

seulement en isolant une petite partie de la classe ouvrière des groupes révolutionnaires - avec une scission - que Jouhaux et Cie pourraient espérer retenir un peu plus longtemps leur influence et leur organisation. Mais pour cette même raison, les syndicats réformistes ont cessé d'être des syndicats, c'est-à-dire des organisations de masse des travailleurs, et ils sont devenus à la place un parti politique camouflé de Jouhaux et Cie » (The First Five Years of the Communist International [Les cinq premières années de l'Internationale communiste]).

Qui paie les violons choisit la musique

A la corruption des syndicats par les patrons et l'Etat, s'ajoute directement la corruption des partis réformistes de la classe ouvrière. Le PCF touche des dizaines de millions de francs de l'Etat bourgeois, sans compter les salaires de leurs nombreux députés, sénateurs, ministres, conseillers régionaux, généraux et municipaux.

Mais cela ne s'arrête pas là. Y compris l'extrême gauche accepte de se faire généreusement arroser par l'Etat bourgeois. Alors que les prédécesseurs de la LCR et de LO ont été interdits par le gouvernement en juin 1968, aujourd'hui il reçoit des millions de francs du même Etat bourgeois ! Ce n'est évidemment pas que ces groupes ont réussi à tromper la bourgeoisie au point de la convaincre de soutenir ses ennemis, c'est que la bourgeoisie reconnaît l'utilité de ces groupes pour maintenir le système capitaliste.

Depuis plusieurs années maintenant, LO et LCR demandent et obtiennent des différents gouvernements bourgeois un financement au titre de l'« aide publique ». Ainsi, au titre de 1997, et hors remboursements des frais de campagnes électorales, LO a touché 2 556 014 F (ce qui représente plus de la moitié des cotisations de ses militants), et la LCR 2 000 000 F (les cotisations de ses militants sont inférieures à ce montant) (Journal officiel [JO], 18 novembre 1998). La bourgeoisie donne de l'argent dans le but clair de corrompre. C'est ce que reconnaît implicitement Arlette Laguiller dans Libération : « Souvent, les militants jeunes ou lycéens n'ont pas beaucoup d'argent, même ceux issus de familles aisées. On leur demande simplement de se débrouiller pour participer. Mais, maintenant que nous faisons partie des organisations qui reçoivent de l'argent public, on le demande moins » (Libération, 30-31 mai 1998).

Des positions réformistes sur l'Etat, c'est-à-dire l'abandon d'un programme de destruction de l'Etat bourgeois pour un programme de pressions ou de gestion de cet Etat, ne peuvent que signifier la collaboration avec cet Etat. L'indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis de l'Etat bourgeois est une question de principe pour les marxistes. C'est pour cela que nous, LCI, refusons tout argent d'un quelconque Etat bourgeois, pas même un centime. Nous ne fonctionnons qu'avec les contributions financières des militants et de ceux qui sont en accord sérieux avec notre programme (cf. « D'où vient l'argent », le Bolchévik n° 99, février 1990). L'indépendance vis-à-vis de l'Etat bourgeois est liée à l'opposition intransigeante à cet Etat. Il est clair qu'on ne peut prôner le renversement de la bourgeoisie et toucher l'argent de son Etat.

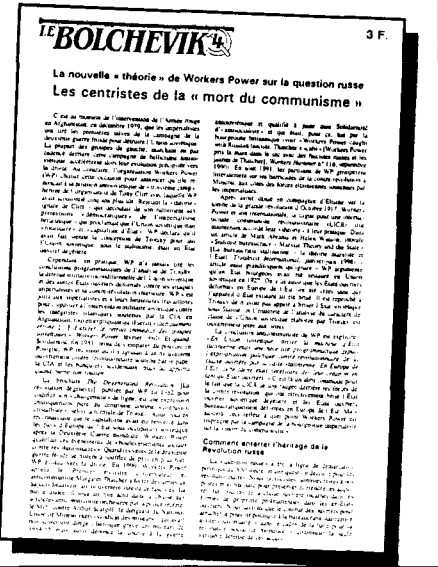
Pour obtenir ces sommes, les directions de LO et de la LCR fournissent à l'Etat des livres de comptes, certifiés par des commissaires aux comptes de l'Etat. Ces organisations fournissent à l'ennemi de classe le montant des cotisations payées par leurs militants. Pour LO, le JO (18 novembre 1998) publie les observations des commissaires aux comptes comme quoi : « La procédure de contrôle des cotisations perçues mise en place au cours de l'exercice 1996 a été appliquée tout au long de l'exercice 1997 ». Autant pour LO qui aime proclamer avoir un fonctionnement sensé « préparer à la clandestinité ses militants ».

Supplément au « Bolchévik »

Dans ce supplément, nous démontrons comment Workers Power (organisation britannique liée à Pouvoir ouvrier en France) a récemment jeté par-dessus bord toutes les références, qu'elle faisait pour la forme, à l'analyse de Trotsky que l'Union soviétique était un Etat ouvrier dégénéré. En redéfinissant l'Etat soviétique comme « bourgeois » au moins depuis 1927, elle justifie ainsi a posteriori son soutien et sa participation aux barricades contre-révolutionnaires érigées par Eltsine en août 1991.

3 FF

Pour toute commande :
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10



LO et LCR ne sont pas les seules. Nous avons déjà signalé (cf. le *Bolchévik* n° 145) comment l'organisation autrichienne Arbeiter Innenstandpunkt, organisation sœur de Pouvoir ouvrier en France, touchait des subsides de l'Etat bourgeois autrichien.

Pouvoir ouvrier veut un front populaire de combat

Toutes les polémiques de Lénine de la période 1914-16 ciblaient essentiellement les centristes qui, en essayant de ramener la classe ouvrière derrière les réformistes, sont le premier obstacle que la classe ouvrière rencontre sur la route de la prise de conscience révolutionnaire. On peut très bien voir le rôle des centristes avec le groupe Pouvoir ouvrier (PO). Ces gens-là proclament de temps en temps la nécessité d'une révolution. Dans leur journal de jeunesse (*Révolution* n° 6, novembre 1998), ils vont même jusqu'à proclamer : « On ne peut transformer graduellement le capitalisme [...]. Le PS et le PCF en France mènent à peu de choses près la même politique anti-jeune et anti-ouvrière que la droite [...]. Nous voulons briser cet Etat, détruire sa police et son armée, renverser ses écoles et ses tribunaux. Voilà pourquoi la révolution est nécessaire ! Pour que cette nécessité devienne réalité, la classe ouvrière, la force sociale capable de renverser le système, doit avant tout s'organiser politiquement, dans un parti révolutionnaire armé d'un programme qui permette de lier les luttes immédiates à l'objectif du communisme. » Voilà de bien fortes paroles, mais elles n'ont malheureusement rien à voir avec le véritable programme de Pouvoir ouvrier. Ces gens passent en réalité leur temps à ramener les ouvriers derrière les réformistes. Depuis leur formation il y a une quinzaine d'années, ils ont toujours appelé à voter pour le PS et le PC lors des élections.

Ils ont pris pour habitude d'intervenir dans les grèves et manifestations comme champions de l'« unité ». Leur journal de novembre-décembre s'intitule « Tous ensemble ! » Mais l'unité avec qui et pour quel programme ? L'unité avec les réformistes, c'est nécessairement l'unité *contre* les jeunes des banlieues, par exemple. Pas étonnant que PO se soit fait l'écho et le propagandiste de la campagne raciste du gouvernement contre les « casseurs » dans le mouvement lycéen (voir notre article de la Jeunesse spartaciste page 6).

Ces centristes ne peuvent envisager des mobilisations de la classe ouvrière qui ne soient pas pour faire pression sur les réformistes et le gouvernement capitaliste dans lequel ils sont. Dans son journal de novembre-décembre, PO prône : « Lors de chaque mobilisation, les travailleurs doi-

vent exiger que les dirigeants syndicaux et politiques qui prétendent, de manière plus ou moins déformée, représenter la classe ouvrière, répondent aux besoins immédiats des travailleurs, appuient le mouvement et se mettent à son service sans s'y substituer. Et s'ils refusent, il faut une mobilisation encore plus forte, sans eux, pour l'imposer. [...] En même temps la mobilisation conduit à renforcer la conscience de classe. Et si la pression est écrasante et que les dirigeants doivent céder, tant mieux : un acquis de plus. Refuser une telle politique de front unique ne peut être que du sectarisme, l'aveu d'une passivité propagandiste » (« Tous ensemble ! », PO n° 51, novembre-décembre 1998).

Un tel appel sans fard à faire pression sur les réformistes n'est pas une aberration isolée, il révèle au contraire toute la mé-



Eric Bouvet

La campagne sécuritaire du gouvernement Jospin-Gayssot signifie plus de flics et un renforcement de la terreur raciste dans les banlieues.

thodologie antiléniniste de PO : selon eux c'est dans la lutte elle-même, spontanée, pour faire pression sur les bureaucrates que les masses peuvent acquérir une conscience révolutionnaire et se séparer des bureaucrates (« la mobilisation conduit à renforcer la conscience de classe »). Cela nie la nécessité cruciale d'un parti révolutionnaire intervenant de l'extérieur pour transformer la conscience du prolétariat. Lénine écrivait déjà en 1902, dans *Que faire ?*, que « la politique trade-unioniste de la classe ouvrière est précisément la *politique bourgeoise* de la classe ouvrière ». Et d'en rester à cette politique trade-unioniste, comme le fait Pouvoir ouvrier avec ses revendications du style « 1500 F pour tous », c'est *renforcer* la fausse conscience, la conscience bourgeoise de la classe ouvrière, *c'est-à-dire renforcer aussi l'autorité politique des sociaux-démocrates et de leurs alliés*. Pour que les ouvriers acquièrent une conscience communiste et rompent avec leurs directions réformistes traîtres, il leur faut un parti d'avant-garde qui oppose à celles-ci un programme pour la révolution socialiste. C'est ce que nous faisons, et c'est ce que Pouvoir ouvrier caractérise de « sectarisme » et de « passivité propagandiste ».

PO va jusqu'à dire : « Rien ne va radicaliser autant le mouvement ouvrier que de

voir les dirigeants socialistes s'allier avec les patrons contre les travailleurs » (PO n° 51). Mais sans l'intervention des léninistes la trahison démoralise plus souvent les masses qu'elle ne les radicalise.

Leur glorification de la lutte économique comme le seul et le meilleur moyen pour la classe ouvrière d'acquérir une conscience, les conduit à glorifier le niveau actuel de conscience des ouvriers, qui est marqué par une forte régression sous le poids de la contre-révolution en URSS et de la campagne de la « mort du communisme ». Ils confondent son niveau de combativité avec son niveau de conscience politique, et se frottent les mains au vu de ses luttes élémentaires contre les assauts décuplés de la bourgeoisie.

En décembre 1995, pendant la puissante vague de grèves, PO comme tous les

autres groupes pseudo-trotskyistes a été le champion du « tous ensemble ». Mais, pour être « tous ensemble » avec le PS et le PC, il fallait accepter le cadre fixé par ces réformistes. Il n'était donc pas surprenant que PO escamotait complètement la question de la terreur raciste, empêchant ainsi l'extension de la grève aux secteurs clés de l'industrie privée qui comporte une forte composante immigrée.

Pendant la deuxième guerre froide PO cherchait à convaincre les militants de gauche de soutenir les tentatives de la bourgeoisie de renverser les derniers acquis de la révolution d'Octobre : PO a passé les années 1980 à hurler avec les loups antisoviétiques en défense de Solidarnosc antifemmes et antisémite qui cherchait à organiser une contre-révolution capitaliste en Pologne ; en 1990 leurs congénères britanniques ont même demandé à leur propre bourgeoisie de fournir des armes aux nationalistes contre-révolutionnaires lituaniens ; et ils se sont fièrement montrés dans les barricades d'Eltisine, alors que celui-ci prenait le pouvoir dans un coup d'Etat en août 1991 et s'attelait à la tâche de détruire l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon faisait remarquer que ceux qui sont défaitistes sur la défense de l'URSS sont défensistes vis-à-vis de

leur propre bourgeoisie.

Ces gens-là viennent historiquement de l'organisation de Tony Cliff qui a rompu avec la Quatrième Internationale quand il a refusé de défendre l'Etat ouvrier déformé nord-coréen contre les impérialistes en 1953. Et PO ne s'est jamais défait de la méthodologie cliffiste. Ils ont commencé à aimer les staliniens russes... après que ceux-ci avaient détruit l'URSS et s'étaient transformés en nationalistes bourgeois violemment antisémites : ils ont appelé à voter pour le PCFR de Ziouganov en 1996 !

Nous, au contraire, nous expliquons que le renversement révolutionnaire de la bureaucratie parasitaire traître dans ces pays était une tâche indissolublement liée à la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et dégénérés contre la contre-révolution. Aujourd'hui, PO cherche à justifier « théoriquement » sa trahison en prétendant que de toute façon l'Etat soviétique était « bourgeois » depuis au moins 1927 (voir notre supplément « La nouvelle « théorie » de Workers Power sur la question russe - Les centristes de la « mort du communisme » ». Si un « Etat bourgeois » peut exproprier la bourgeoisie, comme l'a fait l'Armée rouge en Europe de l'Est après avoir écrasé les nazis, si le gouvernement bourgeois de Jospin-Gayssot est un peu ouvrier aussi, on n'a tout simplement plus besoin d'une révolution ouvrière pour détruire l'Etat bourgeois !

Une minorité de PO, incluant la majeure partie de leur organisation de jeunesse, vient d'être exclue de PO. Mais elle n'a pas rompu avec le centrisme fondamental de cette organisation. Les jeunes qui cherchent le trotskysme doivent comprendre que pour faire de nouvelles conquêtes, la classe ouvrière doit savoir défendre ses acquis, et cela veut dire une rupture et une lutte contre le centrisme. Or, les dirigeants de la minorité refusent de reconnaître le rapport intime qui existe entre leur propre soutien à leur bourgeoisie dans les campagnes pour la destruction de l'URSS et ce qui les gêne aujourd'hui dans la politique actuelle de PO (vote pour le front populaire, soutien critique au gouvernement dans sa campagne raciste contre les jeunes issus de l'immigration).

La ligne de démarcation entre le marxisme révolutionnaire et la trahison réformiste est l'opposition intransigeante à l'Etat bourgeois, notre lutte révolutionnaire pour l'indépendance et la conscience politiques prolétariennes pour renverser la démocratie bourgeoise et forger un Etat ouvrier. Et pour mener cette tâche à bien, ce qu'il faut, c'est un parti comme celui de Lénine et Trotsky, qui a dirigé le prolétariat russe à la victoire en Octobre 1917. C'est pour construire ce parti que nous luttons. ■

Femmes et Révolution

Taslima...

Suite de la page 3

tuent au moins 80% de la main-d'œuvre industrielle. A travers toute l'Asie, les millions de femmes prolétariennes seront une force motrice pour la révolution socialiste.

Cette lutte est inextricablement liée au combat pour le pouvoir prolétarien dans les centres impérialistes eux-mêmes. En effet, l'état de la réaction religieuse a été délibérément resserré par les impérialistes pour assurer leur domination. Par exemple, dans les années 1980, les forces islamiques réactionnaires ont été armées par les Etats-Unis en Afghanistan dans leur « guerre sainte » contre le « communisme athée » représenté par l'Armée rouge. La CIA a fait parvenir des millions de dollars à ses égorgeurs afghans, qui menaient la guerre pour réinstaurer le voile - qui couvre la femme de la tête aux pieds et qui est un symbole et un instrument de l'esclavage des femmes - et qui assassinaient les instituteurs apprenant à lire aux petites filles.

Les horreurs du règne des Talibans en Afghanistan aujourd'hui sont le résultat direct de la victoire de la guerre sainte

(*djihad*) anticommuniste, soutenue par les impérialistes. Les « militants de gauche » antisoviétiques tels que IS se sont rangés du côté des fanatiques religieux soutenus par la CIA. Par contre nous, nous avons salué l'Armée rouge en Afghanistan, appelant à « étendre les acquis d'Octobre aux peuples afghans ! » Nous avons condamné le retrait des troupes soviétiques en 1989 décidé par la bureaucratie stalinienne en désintégration ; c'était une conciliation traître à l'impérialisme, qui a aidé à paver la voie à la destruction de l'Union soviétique elle-même.

Depuis que la contre-révolution capitaliste a submergé l'Union soviétique en 1991-92, la réaction religieuse s'est énormément intensifiée dans les centres impérialistes aussi. Comme Taslima Nasreen l'a dit, « toutes les religions oppriment les femmes. » En Amérique du Nord, les droits des femmes - en particulier le droit à l'avortement - sont les cibles principales des intégristes chrétiens violents. Des organisations fanatiques réactionnaires comme la Campaign Life [Campagne pour la vie] et la Christian Coalition [Coalition chrétienne] se sont lancées dans une croisade pour que l'avortement soit de nouveau interdit, accusant fanatiquement les

médecins et personnels hospitaliers d'être des « tueurs en série ».

De telles divagations sont des incitations explicites au meurtre. Il y a juste une semaine, Dr. Barnett Slepian, médecin respecté de Buffalo, a été tué par un fanatique anti-avortement. Quatre autres médecins pratiquant des avortements ont été blessés par des tireurs embusqués dans des villes du Canada et dans l'Ouest de l'Etat de New York. La lutte pour le droit à l'avortement est cruciale dans la lutte contre la réaction religieuse et capitaliste en Amérique du Nord aujourd'hui. La déclaration du PCOI affirmant que « le Parti communiste ouvrier est contre l'acte d'avortement » les place du mauvais côté sur cette question vitale.

Nous, trotskystes, nous battons pour l'avortement libre et gratuit, y compris dans les régions où l'avortement n'est pas aujourd'hui accessible, en tant que partie intégrante de la lutte nécessaire pour des soins de qualité et gratuits pour tous. Pour cela, comme dans toutes les luttes sociales, nous ne nous tournons pas vers l'Etat bourgeois réactionnaire mais vers la puissance sociale de la classe ouvrière. La libération des femmes requiert le renverse-

ment du capitalisme. Les libéraux et la soi-disant « extrême gauche » cherchent à investir les forces de l'impérialisme d'une mission prétendument « démocratique ». Cela a été illustré plusieurs fois par des appels d'organisations se réclamant de l'extrême gauche à une intervention de l'ONU ou de l'OTAN contre l'Irak et plus récemment contre la Serbie ! Nous par contre disons que les impérialistes sont les principaux ennemis des travailleurs du monde entier.

Nous félicitons le PCOI pour son initiative de campagne active pour la défense de Taslima Nasreen. Reconnaissons nos divergences, nous sommes heureux de nous joindre à l'action d'aujourd'hui en défense de cette combattante des droits de la femme contre les menaces mortelles que les réactionnaires intégristes font subir à sa vie.

Dans le cadre de notre combat pour reforger la Quatrième Internationale de Léon Trotsky, l'instrument essentiel pour la libération de l'humanité, nous disons : Défendez Taslima Nasreen ! Gouvernement du Bangladesh, bas les pattes ! Pour la libération des femmes par la révolution socialiste mondiale !

- Traduit de Workers Vanguard n° 700

Italie...

Suite de la page 12

laboration de classe de RC et lutter avec nous pour cette perspective.

Malgré sa rupture avec le gouvernement de l'Olivier sur la question du budget d'austérité, Bertinotti défend explicitement le rôle de RC dans le soutien aux crimes de ce gouvernement. S'adressant à la direction de RC, Bertinotti a vanté « le choix courageux » de son parti « qui a donné son soutien au gouvernement Prodi, quoique critique et de l'extérieur » (*Liberazione*, 4 octobre 1998). Bertinotti « ne regrette pas du tout » le soutien crucial de RC à deux décrets d'austérité pour couper 140 000 milliards de liras (environ 500 milliards de francs) dans les retraites, la santé, l'éducation, et d'autres services sociaux. Il n'a pas renié le soutien de RC à l'accord de Treu, qui impose une échelle plus basse des salaires dans le Sud et augmente le nombre d'emplois non couverts par les conventions collectives. Il n'a pas mentionné non plus le soutien de RC à l'établissement de camps de concentration pour les immigrés et pour la loi Napolitano raciste, qui restreint encore l'immigration et facilite l'expulsion par l'Etat des immigrés. Ces mesures, ajoutées à la dégradation aiguë des conditions de vie du prolétariat, avaient délibérément pour but d'accroître la division économique entre le Nord et le Sud ainsi que de fomenter la terreur raciste.

Grâce au « choix courageux » de Bertinotti, la bourgeoisie a augmenté ses profits par des « restructurations », en échange de quoi les ouvriers ont obtenu plus de chômage et des réductions drastiques de salaires. A cause de l'accélération effrénée des cadences et la dégradation des conditions de travail, un ouvrier italien est tué toutes les sept heures dans un accident de travail. Sous le gouvernement de la coalition Prodi-PDS, l'impérialisme italien a revigoré sa politique d'agression comme en Albanie, où sa présence a été étendue grâce à un vote des députés de RC au parlement le 24 juillet 1997. L'agression impérialiste en Somalie a été accompagnée de crimes racistes comme la torture et le

du communisme ». Enhardis par la victoire de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est, qui est une défaite historique mondiale pour la classe ouvrière, la bourgeoisie est déterminée à extirper la Révolution russe de 1917 des mémoires. Le PDS de d'Alema a « réévalué » le rôle des fascistes de la république de Salò pendant la guerre et a fait sien le sinistre *Livre noir du communisme* (voir *Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998). Bertinotti a exalté la doctrine sociale de l'Eglise catholique et le rôle du pape Wojtyła, champion anti-communiste de la contre-révolution capitaliste de la Pologne en 1980 à Cuba aujourd'hui ; Bertinotti a déclaré que Wojtyła « parlait puissamment en faveur des humbles, des pauvres et des opprimés » (*Liberazione*, 16 octobre 1998). Tout cela alors que le gouvernement Prodi-PDS faisait des concessions au financement des écoles catholiques par des fonds publics, permettant à la hiérarchie catholique de disséminer encore plus son poison réactionnaire et antifemmes dans les écoles.

Le principal argument de Bertinotti pour soutenir le gouvernement est qu'« autrement on aura un gouvernement de droite ». Mais après deux ans et demi de gouvernement Prodi, d'Alema et Bertinotti, et de sa politique brutale antiouvrière, antifemmes et anti-immigrés « de sang et de larmes », la terreur raciste et les bandes fascistes se sont énormément renforcées. Aujourd'hui les immigrés se font massacrer dans les rues et la Ligue du Nord fascisante mobilise des milliers de brutes racistes à Turin pendant que les « fascistes en costume » de Fini et les « Forzisti » de Berlusconi défilent par centaines de milliers dans les rues de Rome.

La direction de RC prend avec enthousiasme pour modèle les gouvernements dominés par des partis sociaux-démocrates que les bourgeoisies européennes ont mis au pouvoir pour mener leur guerre contre les syndicats et attaquer le niveau de vie des ouvriers et des opprimés. RC s'est réjoui du fait que le SPD social-démocrate ait remporté les élections de l'automne dernier en Allemagne et soit revenu au gouvernement après 16 ans. Il l'a qualifié



Bertinotti (à gauche) et Cossutta quand RC apportait un soutien crucial au gouvernement bourgeois. Si Cossutta est dans le gouvernement d'Alema, la stratégie de Bertinotti est de le soutenir de l'extérieur.

Schröder, dirigeant du SPD et aujourd'hui chancelier du Quatrième Reich allemand, réclame l'intervention militaire de l'OTAN contre la Serbie.

Rifondazione prend aussi en exemple le gouvernement de front populaire dirigé par les sociaux-démocrates en France, et dit qu'il faut faire la même chose en Italie. L'opposition de « gauche » de RC a aussi soutenu le gouvernement Jospin et a qualifié la victoire des sociaux-démocrates en France d'« événement positif » et de « succès pour le mouvement ouvrier » (*Proposta*, juillet-août 1997). Mais depuis qu'il est au gouvernement en juin 1997, le premier ministre Lionel Jospin mène une politique raciste sur tous les fronts, avec y compris des expulsions en masse ; il casse les grèves des ouvriers, comme celle des routiers de 1997. Les groupes centristes et réformistes, en France et en Allemagne, veulent faire pression sur les sociaux-démocrates racistes et pro-capitalistes en prétendant que cela va empêcher la montée des fascistes, tandis que les sections allemande et française de la LCI se battent pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser la vermine fasciste dans le cadre de la lutte pour le pouvoir prolétarien et pour des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Les militants de Rifondazione comunista doivent tirer les leçons de cette expérience et comprendre que la stratégie de RC de pression sur la bourgeoisie pour obtenir des réformes ne sert qu'à persuader la classe ouvrière d'accepter son exploitation par les capitalistes. Marx et Lénine ont montré que l'Etat bourgeois consiste essentiellement en bandes d'hommes armés, renforcées par le système judiciaire et pénitentiaire, qui servent à défendre la dictature de la bourgeoisie. Pourtant, Oliviero Diliberto du parti des « Comunisti italiani » de Cossutta est devenu ministre de la justice, ce qui le rend responsable de l'emprisonnement des militants de gauche, de la déportation des immigrés, et de la répression capitaliste en général. Ceci exprime une perspective réformiste qui n'est pas différente de celle de la direction de RC. Diliberto ne fait que mettre en pratique la politique de collaboration de classes héritée du PCI, dont le secrétaire Palmiro Togliatti a aidé à stopper le soulèvement ouvrier révolutionnaire de mai 1945, après quoi il est devenu ministre de la justice du gouvernement de coalition d'après-guerre.

Les communistes comprennent que l'Etat bourgeois ne peut pas être « réformé ». Il doit être détruit et remplacé par un Etat ouvrier basé sur les organes de pouvoir prolétarien. Cela ne peut se réaliser que si on lutte pour l'indépendance de classe totale du prolétariat, une lutte que seul un parti armé du programme de la Révolution bolchévique de 1917 peut mener. La politique de la direction de RC est diamétralement opposée à cela : RC polémique aujourd'hui contre la corruption des partisans de Cossutta alors que leur propre existence dépend des subventions

de l'Etat bourgeois. Au fond, ils partagent la même corruption.

L'aile gauche du front populaire

Maintenant que RC a rompu avec le gouvernement Prodi-PDS, cela va certainement inciter la soi-disant aile gauche, autour du journal *Proposta*, publié par les pseudo-trotskyistes Marco Ferrando et Franco Grisolia, à gauchir leur discours. Ferrando et Grisolia prétendent maintenant qu'ils se sont toujours opposés au soutien de RC au gouvernement de l'Olivier mais leurs papiers sont complètement faux. Depuis des années la politique de *Proposta* est un mélange de résistance verbale timide à la ligne majoritaire de RC et de capitulation grossière au front populaire de collaboration de classes. En 1995, Ferrando et compagnie étaient aux premières lignes de la lutte pour sauver le gouvernement raciste et antiouvrier de Lamberto Dini, qui avait été mis sur pied par le PDS et soutenu par RC à tous les moments décisifs. Lors d'une réunion de la direction de RC, alors que la direction de RC était prête à faire tomber le gouvernement, les dirigeants de *Proposta*, Grisolia et Ferrando, s'y sont opposés et ont réussi à ce que le parti s'abstienne sur le vote de non-confiance (*Corriere della sera*, 24 octobre 1995).

A chaque campagne électorale, *Proposta* appelle systématiquement à voter pour la coalition de front populaire pour « battre la droite ». Ils ont même appelé à voter pour des candidats de partis bourgeois dans la coalition de l'Olivier, comme le Parti populaire (PPI) lié au Vatican, « en particulier dans des situations où il faut faire échec à un candidat fasciste ou réactionnaire » (*Proposta*, 7 février 1995). Grisolia et Ferrando ont ensuite favorablement accueilli le gouvernement de coalition de Prodi, écrivant que « la droite a été battue et c'est une bonne chose » (*Proposta*, 13 juin 1996). *Proposta* a appelé à voter pour des candidats bourgeois « pour battre la droite » à plusieurs reprises dans des élections municipales aussi. Lors d'un meeting de RC à Gênes le 19 novembre 1997, *Proposta* a présenté une motion appelant les militants de RC à « voter pour le candidat Pericu au deuxième tour dimanche 30 novembre », et pourtant *Proposta* admettait lui-même que Pericu, candidat de l'Olivier, « par son image, son origine sociale et son histoire politique, représente la haute bourgeoisie et les couches moyennes de la société », qu'il se base sur « un programme centré sur des choix comme les privatisations » et qu'il « agit en accord avec la politique gouvernementale de coupes dans les dépenses publiques ». Et c'était, selon *Proposta*, « une bataille exemplaire » !

L'accord de fond sur la politique du front populaire est aussi confirmé par le fait que cette opposition de « gauche » évite depuis des années de soulever des ques-



Le front populaire subordonne le mouvement ouvrier à la bourgeoisie et pave la voie aux fascistes. Ici, un meeting de la Ligue du Nord de Umberto Bossi.

viol par les troupes italiennes. En mars 1997, 89 réfugiés albanais étaient massacrés dans une collision avec le vaisseau de guerre Sibilla qui les poursuivait dans le détroit d'Otrante.

Bertinotti et compagnie jouent consciemment le rôle de lieutenants du capital dans le mouvement ouvrier. Non seulement toute leur politique est de subordonner le mouvement ouvrier à la bourgeoisie, tant politiquement qu'organisationnellement, dans des coalitions de front populaire comme celle de l'Olivier, dans la gestion des « affaires » capitalistes quand ils sont au gouvernement, mais ils sont prêts à jouer le même rôle quand ils sont exclus du gouvernement capitaliste.

RC, le PDS, et pratiquement toute la gauche se sont joints à la campagne de la bourgeoisie claironnant la soi-disant « mort

de « tournant allemand » (*Liberazione*, 29 septembre 1998) en référence au « tournant » que Bertinotti voulait faire prendre à Prodi. Aujourd'hui, le SPD sert ses maîtres capitalistes et cherche à améliorer la compétitivité de l'Allemagne vis-à-vis de ses rivaux impérialistes, les Etats-Unis et le Japon, en attaquant le mouvement ouvrier, démantelant les programmes sociaux, et en chassant les travailleurs kurdes, turcs et slaves de leurs boulots et du pays. Lors des élections de Hambourg en 1997, le SPD a mené une campagne raciste pour « la loi et l'ordre » contre la « criminalité étrangère » qui était tellement virulente que l'*Independent* de Londres (22 septembre 1997) a écrit que c'était « une des campagnes électorales les plus xénophobes que la gauche allemande ait menées depuis la fin de la guerre ». Gerhard

tions politiques brûlantes comme l'oppression des femmes, des immigrés, des homosexuels et autres formes d'oppression spécifique. Les fronts populaires, même leurs versions les plus à « gauche », sont inévitablement antifemmes, racistes et chauvins italiens. Ils s'alignent nécessairement sur les campagnes de la bourgeoisie pour fomenter la terreur raciste, diviser la classe ouvrière et forcer les femmes à rester à la maison pour s'occuper des enfants, des malades et des vieillards afin de remplacer les services sociaux que la bourgeoisie veut supprimer. Contre la terreur raciste des fascistes et de la police, nous nous battons pour des actions ouvrières contre les expulsions et pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour stopper la terreur raciste. Les immigrés doivent être organisés dans les syndicats et recevoir un salaire égal pour un travail égal. Pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles et pour l'organisation des ouvriers immigrés dans les syndicats !

L'oppression des femmes et les attaques racistes font partie intégrante de la société capitaliste qui est basée sur l'exploitation et l'oppression des masses par un petit nombre de privilégiés. La question femmes est une question particulièrement vitale pour les communistes en Italie, la patrie du Vatican. La bourgeoisie, soutenue par l'Eglise catholique, mène une campagne pour les « valeurs familiales » ; la famille est la principale institution de l'oppression des femmes. C'est la propriété privée qui est à la source de l'oppression des femmes, et celle-ci ne sera pas abolie dans le contexte d'une société divisée en classes. Nous exigeons la totale séparation de l'Eglise et de l'Etat ! Pas de religion à l'école ni dans la santé, Etat et curés hors des chambres à coucher ! Nous sommes contre le concordat (le traité de 1929 entre l'Etat fasciste de Mussolini et le pape) et pour l'expropriation de tous les biens du Vatican. Nous sommes pour l'avortement libre et gratuit, y compris pour les immigrées et les mineures. Pour la légalisation de la pilule abortive RU-486 !

Dans cette lutte, nous agissons en accord avec la conception léniniste du parti « tribune populaire », qui lie la lutte contre toutes les formes d'oppression sociale à la lutte pour le renversement de l'ordre bourgeois en général, qui est la base de l'exploitation du prolétariat et l'origine des oppressions spécifiques.

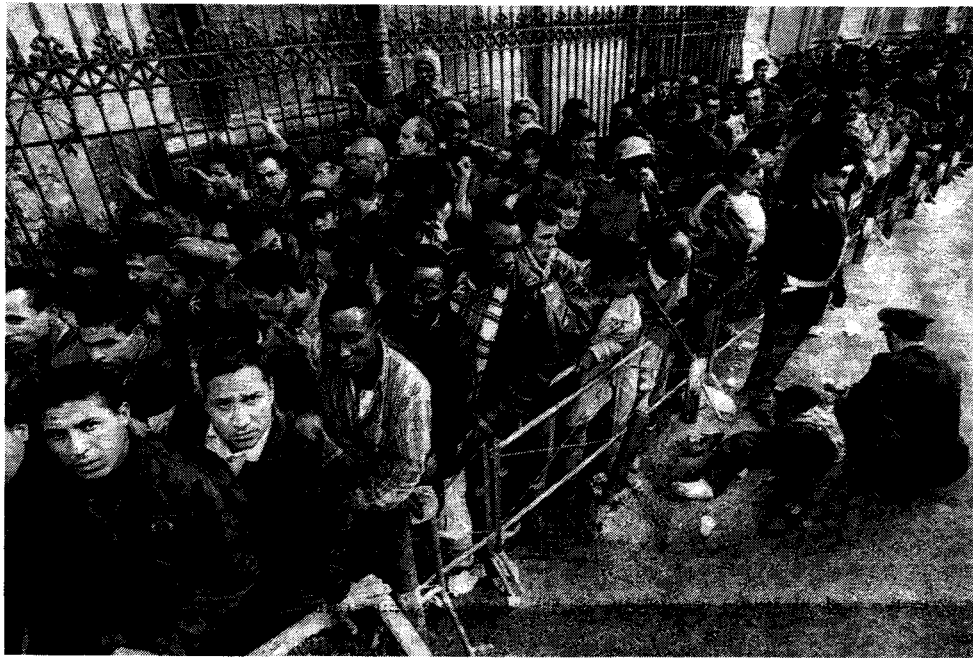
Socialismo Internazionale, basé à Bologne, qui est lié au Socialist Workers Party de Tony Cliff en Grande-Bretagne et à Socialisme par en bas en France, vient d'entrer dans Rifondazione comunista. De façon obscène, ce groupe ose se réclamer de l'héritage de la révolution d'Octobre mais il a soutenu ouvertement les égorgeurs intégristes afghans contre l'Armée rouge soviétique dans les années 80 ainsi que la contre-révolution capitaliste en Pologne sous la direction de Solidarność, le syndicat-maison de la CIA et du pape. Les cliffistes ont soutenu avec enthousiasme le « contre-coup d'Etat » d'Eltsine en 1991 et la contre-révolution en URSS, déclarant que « le communisme s'est écroulé [...] C'est quelque chose dont devrait se réjouir tout socialiste » (*Socialist Worker*, 31 août 1991). En fait ce groupe anticommuniste n'a commencé à se montrer en Italie, dont la classe ouvrière est historiquement d'obédience stalinienne, qu'en 1994, après la contre-révolution capitaliste qu'ils avaient saluée avec enthousiasme. Ce groupe a également soutenu l'élection de Blair en Grande-Bretagne, de Jospin en France et du SPD en Allemagne. En Italie, les cliffistes se sont réjouis de la victoire électorale de l'Olivier en 1996 qu'ils ont qualifiée de « succès important pour la classe ouvrière » car « la droite ne gouvernera pas pour le moment » (*Socialismo Internazionale*, juin 1996).

Le trotskysme, ce que c'est et ce que ce n'est pas

Les militants pseudo-trotskystes de Proposta et de la « Motion 2 » d'opposition interne à RC sont les héritiers de Michel

Pablo, qui s'était retrouvé à la direction des forces décimées de la Quatrième Internationale de Trotsky après la Deuxième Guerre mondiale. Profondément impressionniste, Pablo détruisit la Quatrième Internationale en 1953 en liquidant le programme et la raison d'être du trotskysme. La politique liquidationniste de Pablo consistait à abandonner la conception du parti léniniste en tant que direction révolutionnaire du prolétariat ainsi que la centralité de la classe ouvrière, en réduisant le rôle du parti à celui d'un groupe de pression sur les partis stalinien et sociaux-démocrates. Cette politique à l'époque se basait sur le pronostic impressionniste qu'après la création des Etats ouvriers déformés en Europe de l'Est, il y aurait des « siècles d'Etats ouvriers déformés » (voir « Genèse du pablisme », *Spartacist* édition française n° 4, novembre 1973). Par la suite, les pablistes ont étendu leur conception liquidationniste pour se mettre à la traîne de tous les mouvements en vogue.

Le représentant le plus éminent de ce courant politique en Italie, associé en



Comme Jospin-Gayssot l'an dernier, d'Alema a annoncé des régularisations pour ficher les sans-papiers (ici des sans-papiers à Naples). Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

France à la LCR de Krivine, c'est Livio Maitan, qui dirige un groupe autour de la revue *Bandiera rossa* et qui est un des dirigeants du groupe « Motion 2 » dans RC. Ferrando, Grisolia et les autres dirigeants de Proposta sont des pablistes de longue date. Durant sa longue carrière, Maitan, aujourd'hui à la traîne du gouvernement Prodi, a fait avec son organisation un entrisme profond (c'est-à-dire liquidationniste) dans le PCI stalinien pendant 17 ans (de 1952 à 1969). Ils n'ont quitté le PCI qu'après l'émergence de plusieurs groupes de gauche en Italie en 1969. A ce moment-là, le groupe de Maitan s'est mis à la traîne de la « nouvelle gauche » cherchant des « avant-gardes avec influence de masse ». A une époque où Livio Maitan s'était entiché des mouvements de guérilla en Amérique latine, on l'avait surnommé « Bolivio ». La section italienne du très mal nommé « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU) a capitulé aussi devant le mouvement étudiant, les féministes, le « compromis historique » de Berlinguer, le secrétaire du PC italien, ainsi que la deuxième Guerre froide anti-soviétique. Elle a y compris soutenu les égorgeurs *moudjahidines* afghans (qui interdisaient aux femmes de travailler, d'étudier ou d'être soignées dans les hôpitaux) ; elle a soutenu aussi la contre-révolution dirigée par Solidarność en Pologne, la destruction des Etats ouvriers déformés en Europe de l'Est et de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, ainsi qu'en général tout ce qui était en vogue à une époque donnée dans les milieux petits-bourgeois de « gauche ». Il n'est donc pas surprenant qu'aujourd'hui le SU soutienne totalement les fronts populaires.

Ferrando et Grisolia sont des disciples de la même école et ont eu des politiques suivistes analogues. Ils sont arrivés dans RC après avoir fait de l'« entrisme » dans

la section italienne du SU, qui elle-même faisait de l'entrisme dans Democrazia Proletaria, qui à son tour « est entrée » dans Rifondazione comunista. Leur rôle, historiquement, c'est de justifier grâce à leur pseudo-orthodoxie, la politique des autres forces politiques, et aujourd'hui c'est le front populaire soutenu par la Confindustria. C'est « grâce » aux pablistes que les secteurs les plus combattifs de RC sont restés liés au gouvernement de l'Olivier pendant si longtemps. Ils ont réussi ceci en invoquant l'autorité de la révolution d'Octobre alors qu'en réalité ils soutenaient la direction de RC qui, elle, soutenait Prodi.

Les dirigeants de « Motion 2 » entretiennent l'illusion qu'on peut surmonter le capitalisme avec un « gouvernement de gauche » plus à gauche que la coalition de l'Olivier de Prodi. Mais c'est précisément contre les illusions dans un front populaire « plus à gauche » que Trotsky a consacré une très grande part de son combat politique. Trotsky disait qu'« à notre époque le Front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne »

comme « KoSSutta et KoSSiga », Maitan déclarait « Je ne fais pas partie de ceux qui pensent que la scission dans RC est un événement positif » (*Il Manifesto*, 25 octobre). De même, Marco Ferrando se plaint d'avoir « perdu » Cossutta, et dit que c'est un « coup dur pour RC » (*Liberazione*, 9 octobre). A la réunion du comité politique national de RC, le 3-4 octobre 1998, la motion présentée par Proposta s'inquiétait que la menace de scission de Cossutta puisse causer « un contre-coup interne très grave » exposant RC à « des risques de destruction » (*Liberazione*, 6 octobre 1998).

Les militants qui ont des illusions dans la possibilité de changer RC doivent comprendre qu'avec ou sans Cossutta, RC reste une organisation non réformable et un obstacle à la révolution prolétarienne. Quelle que soit l'intensité de la pression de la base, le fait est que RC est dirigé par des bureaucrates qui ont des années d'expérience dans le sabotage et la trahison des luttes de la classe ouvrière. La révolution prolétarienne en Italie se fera inévitablement en passant sur le corps, politiquement, des dirigeants de RC, y compris de ses suivistes de gauche pseudo-trotskystes comme Ferrando, Grisolia et Maitan. En termes léninistes, RC, tout comme le PDS, est un « parti ouvrier-bourgeois », c'est-à-dire un parti qui a une base ouvrière et une direction ainsi qu'un programme pro-capitalistes. Dans ces partis ouvrier-bourgeois, le parti léniniste doit scissionner la base ouvrière de sa direction pro-capitaliste et recruter autant de membres que possible de cette base au programme communiste.

Des militants et jeunes de Rifondazione comunista qui veulent tirer les leçons de leur expérience récente ont déjà par dizaines exprimé leur intérêt pour le programme politique général de la Ltd'I/LCI, comme nous avons pu le constater d'après le nombre d'exemplaires de notre *Déclaration de principes et quelques éléments de programme* vendus par nos camarades à la manifestation du 17 octobre 1998. Ceux qui veulent sérieusement se battre en défense des intérêts de la classe ouvrière trouveront dans cette déclaration programmatique, ainsi que dans *Spartaco*, le journal de la Ltd'I, l'instrument fondamental leur permettant de comprendre la réalité et de changer le monde. La classe ouvrière et les étudiants radicalisés n'ont pas besoin d'une organisation supplémentaire qui s'adapte au bas niveau de conscience actuel de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie. Ils ont besoin d'un parti qui apporte à la classe ouvrière la conscience révolutionnaire, un parti prêt à nager contre le courant. Nous faisons partie d'une internationale politiquement et organisationnellement cohérente, forgée par les leçons des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, qui se bat pour reforgier la Quatrième Internationale. Rejoignez-nous !

— Adapté de *Spartaco* n° 53

**Pour contacter
la Ligue trotskyste
et
la Jeunesse
spartaciste**

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél: 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél: 02 35 73 74 47

Pour un parti révolutionnaire léniniste-trotskyste

Non seulement Proposta et Bandiera Rossa proclament leur fidélité absolue à RC, mais ils se sont même lamentés d'avoir perdu Cossutta, Diliberto et Cie, ces carriéristes à la recherche d'un portefeuille ministériel, et ont cherché à les garder dans RC. Alors que la base du parti exprimait son mépris pour eux à la manifestation du 17 octobre, avec des pancartes

Les réformistes de RC font tomber le gouvernement Prodi

Italie: des sociaux-démocrates à la tête d'un nouveau régime d'austérité



Le gouvernement d'Alema continue, avec la bénédiction du pape, la politique antiouvrière et anti-immigrés dont la bourgeoisie italienne a besoin. Le mécontentement des ouvriers et de sa base a contraint RC à retirer son soutien au gouvernement Prodi, mais sa stratégie n'a pas changé.

Milan – En octobre dernier, après deux ans et demi d'austérité antiouvrière, d'attaques racistes contre les immigrés et de coupes sombres dans les retraites et les services sociaux, le gouvernement de coalition de l'Olivier est tombé. Le gouvernement dirigé par Romano Prodi, un chrétien-démocrate de longue date, était centré sur le Parti de la gauche démocratique (PDS), social-démocrate, et reposait sur le soutien parlementaire de Rifondazione comunista (RC), deux organisations provenant de feu le Parti communiste italien. Mais le soutien servile de RC au gouvernement bourgeois raciste Prodi-PDS, a provoqué beaucoup de mécontentement à la base du parti. Comme ses militants démissionnaient par vagues entières, Fausto Bertinotti, chef de RC, a refusé de voter le budget du gouvernement, provoquant le 9 octobre la question de confiance, ce qui a fait tomber le gouvernement par 313 voix contre 312. Ce vote a provoqué une scission dans RC : 20 députés de RC votant pour le gouvernement derrière Armando Cossutta, tandis que 14 partisans de Bertinotti votaient contre.

Quinze jours plus tard le parlement votait la confiance dans un gouvernement de coalition dont Massimo d'Alema, le secrétaire du PDS, devenait le chef. C'était la première fois que les héritiers du Parti communiste italien se trouvaient à la tête d'un gouvernement. Cette coalition va jusqu'à inclure des forces de droite comme l'UDR de Francesco Cossiga. Ce dernier s'est illustré dans l'affaire « Gladio », nom de code d'une armée secrète anticommuniste mise en place par la CIA pendant la guerre froide, et qui était devenue un nid de terroristes fascistes et de comploteurs liés aux hautes sphères de l'Etat. Cossiga était aussi ministre de l'intérieur à la fin des années 1970 lorsque Giordiana Masi et d'autres étudiants de gauche furent abattus pas la police sous ses ordres. D'Alema a laissé en place les ministres de l'Economie du précédent gouvernement et a promis de continuer la politique commencée par Prodi. Le nouveau gouvernement a reçu le soutien enthousiaste de la Confindustria (la

confédération patronale) ainsi que celui du nouveau Partito dei comunisti italiani de Cossutta. Une des premières actions de d'Alema a été de solliciter la bénédiction papale, ce qui a fait dire à un des porte-parole du Vatican que le secrétaire du PDS allait « être le chef légitime d'un gouvernement » parce que le pape « a contribué à la chute du mur de Berlin » (*Corriere della sera*, 21 octobre 1998).

Bertinotti et ses partisans de RC n'ont

RC a en quelques semaines recruté 7 000 membres ; des secteurs entiers du parti étaient revigorés, en particulier les *Giovani comunisti* (Jeunesses communistes). Lorsque Bertinotti a ressorti les drapeaux rouges et appelé le parti à manifester dans la rue le 17 octobre, des dizaines de milliers de personnes ont répondu présent. Ces militants de RC doivent tirer les leçons du passé récent et comprendre que la so-disant combativité actuelle de leurs diri-

tablement la bourgeoisie, même si elle est minoritaire, qui est aux commandes. Comme Lénine et Trotsky, la Ligue communiste internationale (LCI) s'oppose par principe à toute coalition des partis ouvriers avec des forces capitalistes, que ce soit au gouvernement ou dans l'opposition. Nous sommes irréconciliablement opposés à ce que les partis ouvriers gèrent l'Etat bourgeois, même au niveau des municipalités, et nous sommes contre les gouvernements parlementaires dirigés par des partis réformistes, car ce sont des gouvernements bourgeois qui administrent la domination capitaliste.

RC : couverture de gauche pour l'austérité capitaliste

La Lega trotskista d'Italia (Ltd'I), section italienne de la LCI, qui lutte pour l'indépendance politique et organisationnelle complète de la classe ouvrière, rejette donc sans concession tout soutien au gouvernement Prodi-PDS. Nous nous opposons à tout soutien électoral à des forces politiques impliquées dans des fronts populaires, y compris RC. Comme nous l'avons écrit : « *La grande vague de grèves de 1994 a montré que Berlusconi n'était pas capable d'imposer ses attaques contre le niveau de vie des ouvriers. Les capitalistes, les banquiers de Maastricht et Washington ont espéré que ces attaques seraient acceptées si elles étaient imposées par le PDS, avec l'aide de l'opposition loyale de Rifondazione, pour dorer la pilule qu'on voulait faire avaler aux ouvriers* » (*Spartaco*, mai 1996).

La Ltd'I ne répand pas d'illusions dans la possibilité de réformer le capitalisme. Au contraire, nous nous battons dans la LCI pour construire des partis léninistes, sections nationales d'une Quatrième Internationale reforcée, dont le but est de conduire la classe ouvrière à la victoire par la révolution socialiste dans le monde entier. Les ouvriers et les jeunes militants de gauche qui veulent lutter pour un avenir communiste doivent rompre avec la colla-

Suite page 10

**Pas d'illusions dans le front-populisme de "gauche" !
Il faut forger un parti d'avant-garde léniniste !**

pas voté pour le gouvernement d'Alema, mais cela ne signifie pas qu'ils ont rompu avec leur perspective de collaboration de classes, profondément enracinée dans des décennies de politique stalinienne. Bertinotti a été clair dès la chute du gouvernement de l'Olivier quand il a déclaré que RC serait « encore disponible » si la loi de finances (« finanziaria ») était retirée, faisant remarquer que « cette majorité n'est pas possible sans Rifondazione » (*Liberazione*, 10 octobre 1998). En fait, c'est parce que Bertinotti ne voulait pas devenir un général sans armée qu'il a adopté cette attitude d'apparente opposition. D'après l'hebdomadaire *L'Espresso*, 80 000 membres seulement, des 130 000 membres qu'avait RC en 1997, avaient renouvelé leur carte à la fin de juillet dernier. Dans le Sud, le pourcentage de renouvellement n'était que de 52 %. En été dernier, alors que le gouvernement Prodi-PDS commençait à avoir recours à la violence policière contre les premiers signes importants de riposte de la part de la classe ouvrière, par exemple contre les grévistes de Postal Market à Milan, les piquets de Pomigliano D'Arco ou les chômeurs de Naples, *Liberazione*, le journal de RC, a été inondé de lettres de lecteurs sur le thème « Basta ! » (« On en a assez ! »)

Après sa rupture avec le gouvernement,

geants n'est rien de plus qu'une manœuvre cynique pour faire pression sur la bourgeoisie. La direction de RC veut rappeler à la bourgeoisie à quel point elle lui a été utile, et comment elle pourrait continuer à l'être en étouffant les luttes de la classe ouvrière si on la laissait participer à la gestion de l'Etat bourgeois. La raison d'être de Rifondazione c'est le front populaire, coalition entre des partis ouvriers réformistes et des forces bourgeoises, servant à subordonner les ouvriers à l'ennemi de classe. Cette perspective traître est aussi celle de la « gauche » de RC, des suivistes pseudo-trotskyistes comme le groupe Proposta. Lors de la manifestation du 17 octobre, les dirigeants de Proposta, Marco Ferrando et Franco Grisolia, se trouvaient côte à côte avec Bertinotti sur le podium.

La direction de RC a retiré son soutien au gouvernement de coalition de l'Olivier, mais elle pousse maintenant pour une perspective de front populaire « plus à gauche ». Mais le problème n'était pas que le programme du gouvernement de l'Olivier était trop à droite. N'importe quel front populaire est nécessairement une force bourgeoise, antiouvrière, raciste, pro-impérialiste et antifemmes, et pave la voie aux fascistes. Dans une coalition entre la bourgeoisie et le prolétariat, c'est inévi-